

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

TRANSITION VERS LA DEMOCRATIE : LE CAS DE L'ÉGYPTTE EN 2005 : ECHEC OU
RÉUSSITE ?

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

RIHAM SAYED OMAR

M. LAWRENCE OLIVIER

M. SAMI AOUN

Mars 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à M. Sami Aoun et à M. Lawrence Olivier qui, non seulement ont su me diriger avec dévouement et patience au cours de la création du présent mémoire, mais ils ont été, tout au long de ma maîtrise en sciences politiques, une source d'inspiration. Merci pour votre grande sincérité, votre enthousiasme et votre ardent désir de comprendre toutes les circonstances de mon mémoire.

Je veux également les remercier pour la qualité de leurs cours ainsi que pour leur compétence, qui m'ont beaucoup aidée.

Je ne saurais passer sous silence mes parents, en particulier ma mère, qui m'a appuyée au cours de mon parcours d'études et qui m'a appris une grande leçon de vie : « L'espoir existe toujours tant qu'il y a des personnes qui croient au changement réel et concret. »

Je dédie ce memoire à M. Samer Hedya, et à ma fille, Salma Hedya, qui m'ont toujours soutenue dans les moments difficiles.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	
LE BLOCAGE DU PROCESSUS DE RÉFORME POLITIQUE EN ÉGYPTÉ	1
CHAPITRE I	
L'ÉMERGENCE DE LA CRISE POLITIQUE EN ÉGYPTÉ AVANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2005	5
1.1 Le régime égyptien face aux pressions externes et internes	8
1.1.1 Les pressions internationales sur l'Égypte pour l'adoption de la voie de la réforme politique	10
1.1.2 Les pressions régionales exercées sur l'Égypte pour l'adoption de la voie de la réforme politique	17
1.2. Les élections présidentielles en 2005 : Quels enjeux ?	24
1.2.1 Le régime autoritaire : le Parti national démocratique	26
1.2.2 La déchirure des partis d'opposition	29
1.2.3 Le retour sur la scène politique : La confrérie des Frères musulmans	31
1.2.4 Nouvelles formes de mobilisation : les mouvements informels d'opposition et leurs satellites	37
1.2.5 Le mouvement égyptien pour le changement Kefaya (Assez)	39
1.3 Rien n'a changé	45
CHAPITRE II	
LA QUESTION DE LA RÉFORME POLITIQUE EN ÉGYPTÉ : LE DÉBAT SE POURSUIT	47
2.1 Introduction	47
2.2 L'identification et la lecture des agendas de la réforme politique des principaux acteurs de la scène politique égyptienne	50
2.3. Lecture analytique par les intellectuels égyptiens de la réforme politique	58

2.4. Identification des pistes d'une réforme politique concrète en Égypte	67
2.4.1 Créer une démocratie représentative	68
2.4.2 Instaurer une véritable responsabilité politique	69
2.4.3 Aménager des pouvoirs équilibrés qui se contrôlent	69
2.4.4 Réhabiliter le rôle des représentants élus de la nation	70
2.4.5 Établir une justice indépendante et égale pour tous	71
2.4.6 Mettre fin à l'état d'urgence	72
CONCLUSION	73
BIBLIOGRAPHIE	78

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Total des voix valides (Moubarak, Ayman Nour et Noamane Gomaa)	56
1.2 Total des voix valides des sept candidats	57

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Comparaison des différents agendas de réforme propose par les principaux candidats à la présidence en 2005	51

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

KEFAYA	Le mouvement national de contestation Assez
NDP	Le Parti national démocratique
CEP	Le comité de l'élection présidentielle en Égypte officiel en 2005
ANRC	Alliance Nationale pour la Réforme et le Changement
MEPI	L'initiative de Partenariat au Moyen-Orient
G8	Le groupe des huit

RÉSUMÉ

Cette étude se propose d'analyser, à la lumière de l'amendement de l'article 76 de la Constitution égyptienne de 1971, le poids de l'élection présidentielle de 2005 dans le processus de transition vers la démocratie en Égypte. Entamé sur les traces des innombrables inégalités sociales et du verrouillage politique dominant l'histoire de ce pays, ce processus s'est orienté vers la sacralisation d'une nouvelle réforme de quelques articles de la constitution : élection du Président de la République selon le système du scrutin secret libre et direct. Certains faits tels que l'avortement des premières joutes électorales de septembre 2005 pour des raisons de fraude électorale, la non participation de la majorité des acteurs de la scène politique en Égypte, l'existence du couple «violence/impunité» et la permanence des crises politiques découlant des élections de 1987, 1993, 1999 et 2005, conditionnent la transition vers la démocratie.

L'analyse du poids de l'histoire dans la construction du binôme «Etat/Nation » et l'étude des faits sociaux et politiques qui ont marqué le pays au cours de la période de 1986 à 2000, laissent croire que la transition démocratique égyptienne se heurte à de grandes difficultés. Elle n'a pas encore trouvé les voies et les moyens pour l'apparition de normes, de valeurs et d'attitudes indispensables à la constitution d'un Etat démocratique.

Évidemment, la situation politique en Égypte n'est plus aussi stagnante et face aux mutations politiques diverses que connaît le pays «autoritarisme - démocratie à tâtons», l'étude suggère la mise en oeuvre du modèle transitologique de la politique pour repenser l'implantation de la démocratie en Égypte. Par conséquent, cette démocratie s'instaurerait dans un Etat civil moderne dans le cadre d'un contrat sociopolitique moderne garantissant la protection des libertés et des droits politiques, civils et socio-économiques des citoyens, la révision de l'équilibre des pouvoirs, de la performance du comité responsable des affaires partisans et de la jurisprudence. Cette transition doit donner plus de liberté à la fondation des partis pour remédier au vide politique, à l'établissement d'un système électoral qui serait capable de garantir la transparence et l'honnêteté du processus électoral et enfin être en mesure de garantir une presse libre et indépendante.

Mots clés : Égypte, élections, transition, démocratie, constitution, Président Moubarak, système ploutocratique, blocage politique, déficiences, régime autoritaire , crise politique, centralisation politique, pressions internationales, pressions régionales, Etat nation, mobilisation, lois restrictives, partis d'opposition, mouvements informels, transition politique, démocratie représentative, revendications, réforme politique, contestation du pouvoir, pouvoirs équilibrés, responsabilité politique, justice indépendante.

INTRODUCTION

LE BLOCAGE DU PROCESSUS DE REFORME POLITIQUE EN ÉGYPTÉ

Au XXI^e siècle, deux événements ont touché et bouleversé le contexte des relations internationales et le monde entier, particulièrement le Proche-Orient : les attaques du 11 septembre 2001 perpétrées par des présumés terroristes aux États-Unis et l'intervention américaine en Afghanistan, en 2001, et en Irak en 2003.

Ces deux événements majeurs ont largement contribué à la promotion de réformes à tous les niveaux en Égypte : réformes politiques, économiques et sociales. Ils ont contribué à la mobilisation de l'opposition ainsi que du régime égyptien sur les problèmes de démocratie de son système politique.

Il nous a donc semblé opportun d'examiner la situation politique de l'Égypte qui, depuis 2004, est caractérisée par une agitation croissante et par une adhésion de plus en plus grande à une réforme politique. Il s'ensuit qu'après la réélection du président Moubarak pour un deuxième mandat, en 2005, une partie importante de l'opposition et de la population exige une réforme démocratique pour mettre fin à l'impasse politique qui existe depuis le début de son mandat, en 1981.

La question de la réforme politique est fondamentale et elle se retrouvera nécessairement au cœur de l'agenda politique du président Moubarak. Lancer une initiative de réforme démocratique prend racines dans la réalité quotidienne de l'Égypte, car chaque pays de la région du Proche-Orient est différent de par ses structures politiques, économiques et sociales. Cette réforme démocratique proposée doit être porteuse d'une évolution et doit se diriger dans le sens de plus de démocratie, de liberté et de droits. Or, il se trouve que l'Égypte d'aujourd'hui souffre surtout d'un manque de concordance entre ses textes (constitution, lois, règlements, etc.) et la réalité de sa pratique politique et sociale.

Évidemment, le but de la réforme en Égypte est de reconstituer l'ordre politique établi en Égypte depuis 24 ans et qui stagne, pour qu'il y ait plus de participation et d'ouverture politique. L'évolution politique égyptienne semble poser un réel dilemme politique. Elle semble marquée par le rythme et l'intensité du conflit entre l'opposition et le régime pour qu'advienne une réforme en Égypte. Cette évolution politique a précédé les élections présidentielles du mois de septembre 2005 et les élections législatives du mois de novembre 2005.

Le gouvernement égyptien actuel fait face à plusieurs pressions internes et externes : d'une part, il y a l'opposition interne et les recommandations diverses pour une réforme politique, d'autre part, il y a l'action et l'engagement de plusieurs États occidentaux (les États-Unis et le G8), qui demandent au gouvernement égyptien des réformes démocratiques. Ces actions s'inscrivent dans un effort pour promouvoir la démocratie dans les États arabes, afin de contrer le terrorisme. En effet, les événements du 11 septembre 2001 ont bouleversé les données, et les Américains ont commencé à faire pression sur les régimes arabes, en particulier sur l'Égypte, pour qu'elle entame des réformes politiques où les principes de la démocratie règneront.

« Egypt's leadership has been aware of the internal pressures for some time, but the external influences are important too. In fact it was their combination that brought things to a head. George W. Bush and Condoleezza Rice, his new secretary of state, have repeatedly urged reform on Egypt, but the pressure extends beyond the administration and beyond Egypt. Senators Joseph Lieberman and John McCain tabled a bill in March suggesting measures to promote democracy around the world. The Advance Democracy Act allocates \$250 million towards bolstering civil society in undemocratic countries. At the same time other members of Congress have urged the government to cut back economic assistance to authoritarian regimes.¹ »

Si l'Égypte adopte le projet politique américain de démocratisation dans son pays, elle profitera d'une somme de 250 millions de dollars pour l'aider à redresser ses déficiences démocratiques. Mais si ce n'est pas le cas et que le projet de la démocratie échoue, l'Égypte sera peut-être privée du soutien économique des États-Unis au cours des années à venir.

¹ Al Anany, Khalil. « Egypt's democratization: reality or mirage? » 2005.
<http://www.opendemocracy.com> le 10 mai.

Les indices montrent que la situation politique en Égypte n'est plus aussi stagnante qu'elle l'était au début du mandat du président Hosni Moubarak, en 1981. D'abord, la tension monte entre le régime de Moubarak et les mouvements d'opposition. Cette tension a atteint un point culminant. Il est donc important d'analyser ce qui se passe en Égypte présentement, car un tel essor de la liberté d'expression et de la contestation n'a jamais été observé auparavant en Égypte. D'une part, de nombreuses manifestations politiques, et en contre partie, un gouvernement plus sévère ; des arrestations arbitraires, des emprisonnements, de la torture, etc.

L'amendement à l'article 76 présenté par Moubarak au début de l'année 2005 propose une ouverture politique et constitue un pas important vers la démocratie. Le président a permis des élections directes au suffrage universel avec candidatures multiples à la présidence, à l'issue d'une procédure très spécifique et de conditions sévères et restrictives. Mais étant données les conditions de sélection restrictives des candidats à la présidence, il s'agit davantage d'une petite brèche dans le système que d'une porte ouverte sur un véritable changement démocratique. Il s'agit donc d'une révolution politique avortée.

Bien que le besoin de changement soit énorme, les moyens pour l'obtenir sont faibles de la part des forces politiques (les partis politiques) qui se trouvent sur la scène politique égyptienne, c'est-à-dire de la part de la société civile, qui n'a guère les moyens ni la volonté nécessaires pour exiger un changement démocratique.

Il y a un important mouvement d'opposition qui survient à un moment où le pays est très démobilisé. Par contre, il n'y a aucune force sur la scène politique capable de saisir la moindre occasion d'ouverture politique. Le dilemme est donc celui-ci : nous avons, d'un côté, un pouvoir autoritaire qui s'enracine de plus en plus et, de l'autre, des forces politiques d'opposition faibles et fragiles animées d'une grande volonté de changement.

Dans cette première partie, nous cherchons à répondre aux questions suivantes : Pourquoi la tension monte-t-elle entre le régime et les mouvements d'opposition ? Pourquoi y a-t-il de telles revendications de réforme aujourd'hui ? Peut-on parler d'un engagement significatif de la part des États-Unis et de l'Union européenne dans cette réforme politique ? L'action

politique de l'opposition en Égypte est-elle centralisée ou marginalisée dans la contestation du pouvoir, à l'aube des élections présidentielles de 2005 ?

CHAPITRE 1

L'ÉMERGENCE DE LA CRISE POLITIQUE EN ÉGYPTES AVANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2005

Depuis le début de la présidence de Moubarak, en 1981, le gouvernement égyptien s'est engagé dans une politique de limitation des libertés publiques et individuelles. La lutte contre l'islamisme armé n'est pas la seule cause de cette attitude. La crise économique du milieu des années 80, de même que les réformes entreprises sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale constituent également des facteurs déterminants. En effet, la libéralisation économique n'a pas provoqué une meilleure répartition des richesses, tant s'en faut, mais elle a au contraire favorisé l'émergence d'une ploutocratie, généralement issue des classes proches du pouvoir. Il importait alors au gouvernement de faire taire les mécontentements provoqués par une pratique de la corruption à une échelle jamais vue. De plus, la faiblesse de la démocratie et l'instabilité politique qui caractérisent les instances dirigeantes de l'Égypte suscitent chez les politologues et les intellectuels un élan d'optimisme pour l'élaboration de projets de réformes politiques pour l'avenir.

Ce chapitre aborde le contexte politique, dans lequel l'Égypte a plusieurs fardeaux importants. Le premier est le régime autoritaire de Moubarak, qui refuse tout changement politique substantiel ou significatif ; le second est l'opposition formelle et informelle, qui exige un changement et un progrès politique important ; troisièmement, l'Égypte a vécu sur le plan économique et politique de profonds changements structurels d'une nature révolutionnaire, parce qu'on a remodelé les caractéristiques de la structure sociale et les relations productives de cette structure. Une certaine classe (les hommes d'affaires) a bénéficié du remodelage de cette structure sociale. Cette classe sociale, prise dans de nombreux scandales de corruption et associée au système bureaucratique et ploutocratique, ne semble pas disposée à effectuer des changements importants sur le plan politique.

Elle est représentée dans l'appareil du parti au pouvoir par le PND, le Parti national démocrate que préside le fils de Moubarak : « Meanwhile, the NDP's central decision-making body is run by a man who owes his life to Mubarak: the president's younger son, Gamal². » Le gouvernement a construit un État centraliseur et omniprésent, au détriment du citoyen qui est inconscient de ses devoirs et de ses obligations. Cette politique a eu pour conséquence la mise en œuvre d'une politique de violence arbitraire contre tous les centres et les organismes de résistance sociale et politique, pour assurer l'hégémonie totale du pouvoir du régime et des classes qui l'appuient.

Plusieurs groupes de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie ont été marginalisés. Au cours de ces trente dernières années, le pays a vécu, sur le plan économique, l'augmentation d'une privatisation croissante marquée par le transfert de la plus grande partie du secteur public au secteur privé, au profit d'une élite minoritaire qui représente le pouvoir et qui est constituée d'hommes d'affaires, la majorité de ces hommes d'affaires étant membres du PND, c'est-à-dire que ce sont les députés du PND à l'Assemblée du peuple (Maglis el Shaab). « Dans ce contexte, l'éventualité d'un "parti des businessmen" est d'autant plus remarquable qu'il a été jusque-là impossible à tout nouveau parti de voir le jour³. » Il s'agit donc d'une Assemblée du peuple où la majorité des députés défend les intérêts du PND et de ses membres. Ceci a rendu possible un gouvernement irresponsable, une assemblée autoritaire marquée par une grande docilité face au gouvernement et aux représentants du pouvoir en place.

Ces principaux phénomènes ont entraîné la stagnation de la vie politique, la séquestration du domaine civil, la promulgation d'un arsenal de lois et la centralisation politique : « En fait, la vie politique passe par deux pôles extrêmes : soit la soumission la plus absolue, soit l'opposition la plus radicale⁴. »

² Tamara Cofman Wittes, « Hosni Mubarak: Elections Or No, He's Still Pharaoh », *Slate*, 3 mars 2005.
<http://www.brookings.edu/views/op-ed/fellows/wittes20050303.htm>

³ David Hirst, « Un capitalisme à l'indonésienne, l'Égypte aux pieds d'argile », *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.

⁴ *Ibid.*

1. La stagnation de la vie politique en général s'effectue dans le cadre d'une pluralité qui apparaît dans le nombre de partis politiques. Ces partis sont soumis à des mesures restrictives, et plusieurs partis n'ont absolument aucune activité politique. Vingt partis seulement sont légalisés, dont la plupart sont totalement inconnus du citoyen et n'ont aucune identité, ni aucune plateforme politique. Ces partis existent seulement pour avoir rempli les conditions bureaucratiques essentielles. Malgré la reconnaissance de ces partis officiels, ceux-ci sont très peu enracinés dans la population.

D'autre part, plusieurs forces politiques sont déclarées illégales qui ont néanmoins une présence forte au sein de la société civile, tels que la confrérie des Frères musulmans et le mouvement d'opposition Kefaya.

La confrérie comptait 10 sièges à l'Assemblée du peuple en 2000 et il compte 100 sièges à l'Assemblée du peuple en 2005. La confiance du citoyen à l'égard du gouvernement et de ses partis reste donc très faible, sinon inexistante.

2. La séquestration du domaine public est un phénomène qui est apparu dans la société contemporaine égyptienne il y a plus de 30 ans. Tous les syndicats professionnels, les unions d'étudiants dans les universités, les groupes d'intellectuels, les organismes et les centres de développement communautaire sont tous poursuivis par la police de la sécurité (Amn Dawla) et ils sont tenus sous surveillance. Cela a entravé leurs fonctions et leurs initiatives. Ils sont incapables d'accomplir leur tâche et de réaliser leurs fonctions publiques dans la société civile.

3. La promulgation d'un arsenal de lois restrictives, telles que l'état d'urgence qui dure depuis 1981 et les lois qui limitent la liberté d'expression des intellectuels et des journalistes, réduit toutes les libertés et les droits civiques fondamentaux du citoyen. Ces lois interdisent la participation du citoyen au processus de changement et incriminent le droit de regroupement, d'expression pacifique d'opinion et d'organisation de grève ou de manifestation. Toute personne qui ose défier ces lois sera arrêtée et emprisonnée. C'est ce qui explique le désengagement de la plupart des citoyens de l'activité politique. Il n'y a eu aucun dialogue constant entre l'État et la société civile. Ainsi se propage une philosophie du « il n'y a pas moyen de changer les choses ». « La façon dont tous ces canaux d'expression politique sont

étouffés revient, selon l'Organisation égyptienne des droits humains, à une sorte de "violence légitimée par la loi" ». L'espace disponible pour exprimer des requêtes et conquérir des droits légitimes dans un cadre légal est ainsi de plus en plus restreint. Non content d'avoir émasculé le parlement, les partis et les syndicats, le gouvernement a assené de sérieux coups à l'indépendance des associations professionnelles. Et, dans un nouvel assaut mené contre la société civile, « il a imposé des contrôles draconiens aux 14 000 organisations non gouvernementales du pays⁵. »

4. La centralisation politique a éloigné le citoyen de la politique et des lieux de décisions. L'État a augmenté le degré de centralisation du pouvoir en accordant toutes les responsabilités au PND, qui est le parti de l'État, ce qui fait qu'il n'y a plus aucune participation ni représentation du citoyen dans la prise de décision.

Malgré le poids de ces fardeaux sur la vie politique, on a assisté à la constitution d'une opposition politique qui a suscité un certain vent de changement et de réforme. Cependant, plusieurs initiatives et pressions en faveur de la démocratie ne se sont malheureusement pas concrétisées pour reformer ou transformer le régime autoritaire qui sape le processus de démocratisation.

1.1 Le régime égyptien face aux pressions externes et internes

La vie politique égyptienne est sortie d'une longue torpeur. En 2004, le mouvement Kefaya a franchi la rigide ligne rouge empêchant toute critique du président. Puis, les intellectuels, les ONG, les juges, les journalistes, les Frères musulmans et les artistes ont suivi, exigeant des changements, des réformes politiques et constitutionnelles, en descendant parfois dans la rue. Ces réformes-là, le pouvoir les a longtemps remises à plus tard : priorité aux réformes économiques et « immaturité » du peuple pour la démocratie en étaient les raisons. Mais lorsque aux revendications internes se sont ajoutées les pressions venues de l'extérieur, entre autres de l'administration Bush, il a bien fallu consentir au changement : cela a été la réforme de l'amendement de l'article 76 pour l'élection présidentielle, adoptée par référendum le 25 mai 2005. Le rôle du président dans les institutions égyptiennes a aussi fini par faire l'objet

⁵ David Hirst, « Un capitalisme à l'indonésienne, l'Égypte aux pieds d'argile », *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.

d'un débat : depuis près d'un demi-siècle, le président égyptien domine les pouvoirs exécutifs et législatifs; il nomme le premier ministre, les ministres, des députés, des membres de l'Assemblée consultative (la choura) ; il élabore des projets de lois, peut s'opposer aux textes du parlement, proposer des modifications à la constitution, dissoudre l'Assemblée du peuple, etc. Or, l'amendement de l'article 76 modifie peu ces équilibres ; il ne limite pas le nombre de mandats présidentiels et n'instaure pas un vrai pluralisme, ce que dénonce l'opposition formelle et informelle qui a boycotté le référendum de mai 2005. Cette même opposition a également dénoncé, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Assemblée, la loi sur les pouvoirs du président, votée le 23 juin 2005. La loi règle les modalités des campagnes politiques, de même que celles du financement et du contrôle de l'élection. Dans les textes, l'encadrement semble apporter certaines améliorations. C'est pourquoi, pour comprendre cette réforme cosmétique, on doit prendre en considération la corrélation entre le retard démocratique et la demande de réforme politique, ce qui nous mène à analyser les pressions qui influent sur le paysage politique en Égypte.

Pour justifier l'amendement à l'article 76 de la constitution égyptienne qui porte sur la pluralité, nous présentons les pressions internationales et les pressions régionales qui ont joué en tant que contexte important pour effectuer un tel amendement. Cela dit, sans ces pressions, aucun changement n'aurait été effectué, car le système autoritaire de Moubarak aurait toujours poursuivi sa politique de main de fer. En effet, les élections présidentielles de septembre 2005 constituent l'aboutissement d'une crise du pouvoir d'un système miné dès ses débuts par son manque de représentativité, que les plus extravagants résultats électoraux affichés n'ont pas réussi à cacher. Cet aboutissement a mené l'État à se placer face à la société, un État réduit à un appareil d'oppression protecteur d'une minorité au dépend de l'écrasante majorité de la population égyptienne. Le traitement, en termes de sécurité nationale, des problèmes politiques a conduit au blocage de toute ébauche de solution capable d'éviter au pays une inévitable confrontation. Si ces pressions internes ou externes ont réussi à entraîner progressivement l'Égypte dans une confrontation entre le régime et la société civile égyptienne avec ses différentes composantes, elles ne parviennent toujours pas à vaincre le président Moubarak. Elles n'ont pas abouti non plus à une réelle réforme politique.

Stephen A. Cook a exposé cette situation dans une entrevue publiée avant les élections présidentielles :

« I think it's clear there's a combination of external pressure – primarily coming from the United States – and internal pressure for political change in Egypt. The United States has completely changed its policy toward Egypt. Whereas we once believed that the status quo there was the best way to secure U.S. interests, Secretary of State Condoleezza Rice made it very clear in her June speech at the American University in Cairo that the status quo was actually a threat to America's interests in the region.

But beyond the Bush administration's very public support for change in the region, which has had an effect on the context and discourse of politics in the area, you cannot discount the fact that emerging groups in Egyptian society are demanding change. The most well-known of them, the one that's gotten the most press attention recently, is this group called Kefaya, which in Arabic means "enough." It's officially called the Egyptian Movement for Change. There's also the Muslim Brotherhood and a variety of other groups that are demanding more open politics in Egypt.⁶ »

Sur ce point, nous analyserons quel était l'impact de l'environnement international, régional et domestique sur les élections présidentielles de 2005, en étudiant les effets de l'environnement politique international, régional et domestique qui ont contribué à ce léger changement en Égypte que représente l'amendement à l'article 76 de la constitution égyptienne.

Ce chapitre sera composé de deux parties, dans la première partie, nous analysons les pressions internationales sur l'Égypte et dans la seconde, les pressions régionales sur l'Égypte pour l'adoption de la voie de la réforme politique.

1.1.1 Les pressions internationales sur l'Égypte pour l'adoption de la voie de la réforme politique

On entend par « contexte international » les pressions exercées par les partenaires occidentaux sur le gouvernement égyptien pour développer les appareils de l'État et pour

⁶ Stephen A. Cook, Interview « Cook: U.S. and internal pressures producing First multi-candidate presidential election in Egypt », Council on foreign relations, 31 août 2005.
<http://www.cfr.org/publication/8792/cook.html>

permettre plus d'ouverture et plus de liberté à ses opposants. Nous aborderons en premier lieu quelques arguments qui portent sur l'engagement des États-Unis à promouvoir la démocratie dans le monde arabe en général et en Égypte en particulier. Le président du Conseil des relations extérieures des États-Unis, Richard Hass, a prononcé un discours à Washington le 24 décembre 2002 dans lequel il explique l'idée qui se trouve derrière l'initiative de partenariat au Moyen-Orient [MEPI] lancée le 12 décembre 2002 par le précédent secrétaire d'État américain Colin Powell. Celui-ci envisage des réformes économiques, politiques et éducatives au Moyen-Orient, parce que, selon lui, toute stabilité fondée sur un système autoritaire est illusoire et, finalement, impossible à maintenir : « Stability based on authority alone is illusory and ultimately impossible to sustain. »⁷ La démocratisation graduelle au Moyen-Orient renforcerait finalement la stabilité et encouragerait la prospérité et la paix dans la région. Il a justifié, dans son discours, le rôle des États-Unis dans la promotion de la démocratie, qui s'adresse pour la première fois à la nature autoritaire des régimes arabes de la région plutôt qu'à la nature de la relation des États-Unis avec eux.

« America's rationale in promoting democratization in the Muslim world is both altruistic and self-interested. Greater democracy in Muslim majority countries is good for the people who live there. But it is also good for the United States. Countries plagued by economic stagnation and lack of opportunity, closed political systems, and burgeoning populations fuel the alienation of their citizens. (...). These domestic pressures will increasingly limit the ability of many regimes in the Muslim world to provide assistance, or even to acquiesce, to American efforts to combat terrorism or address the proliferation of weapons of mass destruction.⁸ »

Richard Hass ne voit aucune contradiction à la politique des États-Unis à l'égard de la réforme politique du monde arabe s'il y a une entente avec les Islamistes modérés pour mettre en place une réforme politique.

« Dynamic reform experiments underway in many parts of the Muslim world demonstrate that democracy and Islam are compatible. (...) In promoting

⁷ Richard N. Haas, 2002. « Towards Greater Democracy in the Muslim World », Remarks to the Council on Foreign Relations » Washington, D.C., 4 décembre.
<http://www.state.gov/s/p/rem/15686.htm>

⁸ Richard N. Haas, 2002. « Towards Greater Democracy in the Muslim World », Remarks to the Council on Foreign Relations, Washington, D.C., 4 décembre.
<http://www.state.gov/s/p/rem/15686.htm>

democracy, we are well aware that a sudden move toward open elections in Muslim-majority countries could bring Islamist parties to power. The reason, however, is not because Islamist parties enjoy the overwhelming confidence of the population, but because they are often the only organized opposition to a status quo that growing numbers of people find unacceptable. That said, let there be no misunderstanding: the United States is not opposed to Muslim parties, just as we are not opposed to Christian, Jewish or Hindu parties in democracies with broad foundations.⁹ »

De même, le 6 novembre 2003, le président Bush a annoncé une stratégie avancée de liberté au Moyen-Orient. Il a déclaré : "Therefore, the United States has adopted a new policy, a forward strategy of freedom in the Middle East"¹⁰, tout en expliquant que la stabilité ne peut être achetée au prix de la liberté : "Stability cannot be purchased at the expense of liberty."¹¹ Aussi longtemps que le Moyen-Orient manquera de liberté, a-t-il dit, il demeurera un lieu de stagnation, de ressentiment et de violence prêt à s'exporter : "As long as the Middle East lacks freedom, it will remain a place of stagnation, resentment, and violence ready for export."¹² Cette politique, plaçant la démocratie au Moyen-Orient au premier plan de la politique étrangère américaine, était une modification de la politique traditionnelle des États-Unis au Moyen-Orient qui favorisait la « *realpolitik* » : la stabilité des dirigeants « amicaux » aussi autocrates soient-ils.

Dans une tentative pour dissiper la fureur des citoyens arabes à l'égard de la proposition de l'administration Bush pour la démocratie au Moyen-Orient, l'ancien secrétaire d'État, Powell, a expliqué que les pays arabes auraient à décider comment avancer et qu'ils établiraient leur propre calendrier. Il a assuré les dirigeants du Koweït et de l'Arabie Saoudite

⁹ *Ibid.*

¹⁰ President George W. Bush. 2003. "Remarks by President George W. Bush at the 20th Anniversary of the National Endowment for Democracy". *News and policy*. United States Chamber of Commerce, Washington, D.C., 6 novembre.
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/11/20031106-3.html> 6 novembre.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

qu'il n'y avait pas une volonté d'imposer une réforme à leurs pays. Il a aussi souligné que la réforme devait venir de l'intérieur de la région

"We all agree that effective and sustainable change can only come from within"¹³, chaque pays examinant sa propre histoire, sa propre culture, son propre stade de développement politique : "examining its own history, its own culture, its own stage of political development"¹⁴.

En réponse à ce défi, William J. Burns, le secrétaire d'État adjoint chargé des affaires du Moyen-Orient, reconnaît que le modèle type de démocratie ne peut pas convenir à tous les pays du monde arabe, et que chaque pays arabe doit s'engager dans un modèle de démocratie convenant à ses particularités : « There's no single path by which countries achieve democracy, no one-size-fits-all prescription. »¹⁵ Il propose un plan composé de quatre points pour un changement démocratique dans la région du Moyen-Orient :

1) Accorder à l'ouverture des régimes politiques une importance beaucoup plus grande qu'auparavant ; 2) Placer le changement démocratique au sein d'une stratégie plus vaste qui comprendrait la résolution du conflit israélo-palestinien, la reconstruction d'un Irak florissant et démocratique, la réforme des économies de la région ; 3) Le virage vers la démocratie devrait être global, c'est-à-dire qu'il ne saurait se limiter à la tenue d'élections, mais comprendrait aussi la création d'institutions démocratiques, l'instauration d'un État de droit, la renaissance des sociétés civiles, etc. ; 4) Le changement démocratique devrait venir de l'intérieur de la région, mais beaucoup de choses pourraient être entreprises par les États-Unis et par les autres pays démocratiques.¹⁶

¹³ Colin L. Powell, Intervention by Secretary of State Colin L. Powell at the opening plenary of the forum for the future (BMENA), Ministry of Foreign Affairs, Rabat, Morocco, 10 décembre 2004. <http://www.usinfo.state.gov/mena/Archive/2004/Dec/12-392391.html>

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ William J. Burns, « Democratic Change and American Policy in the Middle East. » *Remarks to the Center for the Study of Islam and Democracy*, Fourth Annual Conference, Washington, D.C., 16 mai 2003. <http://www.state.gov/p/nea/rls/rm/20713.htm>

¹⁶ William J. Burns, « Le Changement démocratique et la politique américaine au Proche-Orient », *Al-Hayat*, 20 juin 2003.

De plus, Bush a fait allusion, dans son discours prononcé le 6 novembre 2003, aux « premiers pas vers la réforme » en Arabie Saoudite. Il a encouragé la population égyptienne à s'engager dans la voie de la démocratie :

« The great and proud nation of Egypt has shown the way toward peace in the Middle East, and now should show the way toward democracy in the Middle East. Champions of democracy in the region understand that democracy is not perfect, it is not the path to utopia, but it's the only path to national success and dignity.¹⁷ »

Mme Bush a aussi déclaré dans une conférence de presse que le gouvernement Bush accueille favorablement l'amendement à l'article 76 de la constitution égyptienne :

« I would say that President Mubarak has taken a very bold step. He's taking the first step to open up the elections, and I think that's very, very important. As you know, every – you have to be slow as you do each of these steps. When you look at our country and see how long it took in our country, we had a great document but we still had slavery for 100 years after our founding. You know that each step is a small step, that you can't be quick. It's not always really wise to be, but I'm very, very happy with the idea of an election here in – a presidential election, and I think he's been very bold and wise to take the first step.¹⁸ »

De ces arguments et de ces points de vue, il est essentiel de cerner cette vision américaine du Moyen-Orient et la place qu'y occupe la démocratie pour combattre le terrorisme dans le monde. Après les attentats du 11 septembre 2001, la place du monde arabe en général et celle de l'Égypte en particulier dans la stratégie américaine ont été profondément modifiées par une série d'initiatives américaines centrées sur la démocratie au Moyen-Orient.

¹⁷ President George W. Bush. « Remarks by President George W. Bush at the 20th Anniversary of the National Endowment for Democracy », *News and policy*, United States Chamber of Commerce, Washington, D.C., 6 novembre 2003.
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/11/20031106-3.html>

¹⁸ Laura Bush, « Mrs. Bush's Remarks to the Press in Egypt », *News and policy*. Giza Plateau, Egypt, 23 mai 2005.
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/05/20050523-14.html>

On conclut donc de l'analyse de la plupart des propos de l'administration américaine qu'il y a des objectifs précis dans ces initiatives de démocratie au Moyen-Orient qui se résument aux points suivants :

- Assurer les libertés fondamentales et mettre l'accent sur un changement démocratique qui devrait se réaliser au niveau des systèmes politiques du monde arabe ;
- Mettre fin à l'exception du Moyen-Orient concernant le processus démocratique dans le monde en général : « Ending the Democratic Exception¹⁹ » ;
- La reconnaissance des particularités et des spécificités du monde arabe, qui sont assez compliqués à analyser, puisque chaque pays pourrait être pris en particulier en ce qui concerne son système politique ;
- Le changement pourrait être graduel, mais en fait il devrait être réalisable ;
- La démocratisation graduelle ne pourrait pas toujours être imposée de l'extérieur, mais elle devrait constituer un processus émanant de l'intérieur qui aurait la volonté de changer et d'élaborer un système politique démocratique ;
- La possibilité du soutien des forces extérieures aux mouvements islamistes modérés pour réaliser la démocratie dans le monde arabe.

En Égypte, des pressions externes assez virulentes et des critiques assez directes ont créé en 2005 un climat d'instabilité et des tensions américano-égyptiennes à propos de l'emprisonnement, en janvier 2005, d'Ayman Nour, leader du Parti al-Ghad (Demain) qui représente une opposition démocratique et laïque, pour falsification de documents dans le but de créer son parti en 2004. En signe de protestation, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a annulé sa visite officielle au Caire : "Secretary of State Condoleezza Rice abruptly postponed a visit to Egypt yesterday, reflecting deep displeasure at the jailing of a leading opposition figure, U.S. officials said²⁰." Quelques jours plus tard, Ayman Nour

¹⁹Richard Haas, « Towards Greater Democracy in the Muslim World », speech delivered to the Council on Foreign Relations, Washington, D.C., 4 décembre 2002.
<http://www.state.gov/s/p/rem/15686.htm>

²⁰ Glenn Kessler, « Rice Drops Plans for Visit to Egypt », *Washington Post*, 26 février 2005, p. A14.

était libéré après six semaines de détention, juste à temps pour se lancer dans la campagne pour la présidentielle de septembre 2005.

D'un autre côté, dans le contexte des initiatives lancées par l'Occident pour la réforme dans le monde arabe, le G8 s'est engagé en faveur d'un « Partenariat stratégique pour la Méditerranée et le Moyen-Orient élargi », qui a été adopté en juin 2004 à Sea Island. Il s'agit d'une initiative de coopération en matière de réforme et de modernisation dans le monde arabe. Le plan d'action du Partenariat de Sea Island a fait de la démocratie un élément central de l'engagement de la communauté internationale. Ce plan d'action est résumé dans la déclaration du 25 novembre 2004, qui identifie bien les conditions d'une démocratisation réussie : réformes induites de l'intérieur, nourries par la société civile, fondées sur une plus grande participation de tous, notamment des femmes :

5. Le succès des réformes dépend des pays de la région, car le changement ne saurait ni ne peut être imposé de l'extérieur.
6. Chaque pays est unique et la diversité doit être respectée. Notre engagement doit tenir compte de la situation locale et permettre une appropriation locale. Chaque société doit parvenir à ses propres choix sur le rythme et l'ampleur du changement. Toutefois, cette diversité, aussi importante soit-elle, ne doit pas servir de prétexte pour empêcher la réforme.
7. Notre soutien à la réforme impliquera les gouvernements, les décideurs économiques et les sociétés civiles de la région, qui seront des partenaires à part entière dans notre effort commun.
8. Agir pour la réforme dans la région, dans l'intérêt de tous ses citoyens, est un effort de longue haleine qui requiert un engagement sur une génération de la part du G8 et de la région.²¹

On conclut donc que les détracteurs de ces projets et de ces initiatives internationales de réformes sont notamment l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Syrie. Outre le fait qu'ils estiment, avec les Européens, que les réformes doivent venir de l'intérieur, ils posent la question de savoir si la démocratie, installée du jour au lendemain, ne favoriserait pas l'avènement de régimes anti-occidentaux, de gouvernements islamistes.

²¹ Le G8 se prononce en faveur d'un partenariat avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, 2005.

<http://usinfo.state.gov/fr/Archive/2005/Jan/24-868824.html>

Par ailleurs, ces pays souffrent tous du manque de libertés et d'une mauvaise gouvernance. Ceux-ci varient d'un pays à l'autre, et les solutions proposées ne sont pas forcément les mêmes. En effet, la démocratie ne peut s'assimiler à « du prêt à porter », mais plutôt à du « sur mesure » bien adapté à chaque pays arabe.

1.1.2 Les pressions régionales exercées sur l'Égypte pour l'adoption de la voie de la réforme politique

Les pays arabes ne se sont pas montrés à la hauteur des aspirations du peuple arabe en matière de développement, de sécurité et de libération, selon les critères du XXI^e siècle, même si les réalisations varient d'un pays à l'autre. Il existe une quasi-unanimité sur le fait que de grandes déficiences existent dans le monde arabe et que la principale déficience se situe dans le domaine politique. Plusieurs de ces pays rejettent la démocratie à l'américaine. Le débat se poursuit dans le monde arabe sur les voies à emprunter pour sortir la région de la crise, de la misère et de l'autoritarisme. Si un large consensus existe pour s'opposer aux réformes imposées par l'étranger, de plus en plus de voix appellent à sortir du *statu quo* et à avancer sur le chemin de la démocratie. Malgré ces pressions internes et externes, les régimes actuels de plusieurs pays ne se sont pas engagés dans des réformes fondamentales pour rectifier la voie et consolider l'espoir en un meilleur avenir politique où les principes de la démocratie règneraient.

Plusieurs initiatives et projets de réforme dans le monde arabe ont vu le jour en réponse aux pressions de l'extérieur qui se sont cristallisées dans l'annonce de l'initiative américaine de partenariat au Moyen-Orient et du Partenariat stratégique pour la Méditerranée et le Moyen-Orient du G8 en 2004. De ces initiatives, nous pouvons mentionner les plus importantes, qui sont issues des moyens de pressions internes et externes sur la scène politique en Égypte. Le D^r Saad El Dine Ibrahim conclut sur l'importance de ces initiatives dans la sphère de la réforme politique en général dans le monde arabe, en expliquant :

« If nothing at all has been concretely achieved in genuine political reform, two things are abundantly clear. One, is that the demand for change is everywhere in the Arab public

space. Second, fewer and fewer ordinary Arabs are afraid. The fear barrier has finally broken.²² »

Elles ont influencé la conjoncture interne en soutenant la demande croissante de réformes de l'élite égyptienne et en favorisant la contestation politique, qui ne cessait de s'accroître contre l'autocratie de Moubarak, au pouvoir depuis 1981.

Les initiatives de réforme au Proche-Orient abordées ici sont la Déclaration de Sanaa pour la démocratie et les droits de l'homme à Sanaa, en janvier 2004 ; la Déclaration finale de la Seizième session du sommet arabe à Tunis, en mai 2004 ; le traité de la Conférence de Doha pour la réforme et la démocratie en juin 2004 ; la Déclaration du Forum de la société civile à Beirut, en mars 2004 ; la Déclaration d'Alexandrie, *Les voies de la réforme dans le monde arabe : Visions et Mécanismes*, en mars 2004 ; la déclaration de la Conférence des priorités et des mécanismes de la réforme dans le monde arabe au Caire, en juillet 2004.

Il sera question aussi des initiatives de réforme lancées en Égypte et visant à répondre aux attentes exprimées par les forces politiques d'Égypte ; l'initiative de la confrérie des Frères musulmans en Égypte, en janvier 2004 ; la Déclaration de la nation des 300 intellectuels égyptiens et la Déclaration du mouvement national de contestation Kefaya (Assez) au Caire, en septembre 2004.

Dans la majorité de ces initiatives, les principales déclarations étaient axées sur les questions suivantes :

- Le discours réformiste n'est pas étranger au monde arabe. À travers l'histoire du monde arabe, plusieurs modèles de projets de réforme ont été élaborés, en particulier après l'indépendance de la majorité des pays arabes. La plupart de ces projets de réforme ont été rejetés par les gouvernements autoritaires, c'est pourquoi le monde arabe a enregistré des résultats de développement économique et politique catastrophiques. La situation actuelle en est une de crise et elle risque d'entraîner le monde arabe dans une situation anarchique.

²²Saad Eddin Ibrahim, « The crisis of Arab Regimes, 2004 year of reformation initiatives in the Middle East », *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun Center for Development Studies, Cairo, Egypt, 6 octobre 2004.

« Half a century since they gained independence, the Arab peoples have been suffering from civil wars and widespread brutal suppression. During these years, the Arab region has achieved the lowest level of development and freedom and the highest levels of corruption, unemployment, poverty and despotism all over the world. Now reform ranks high on the agenda, bringing in the phase of (second independence) i.e. complementing the right of the peoples to self determination-self rule/democracy and respect for human rights-that was not exercised through the (first) independence.²³ »

- Le discours religieux est en général modéré et il est prêt à emprunter la voie de la réforme, tant que celle-ci ne contredit pas les principes de l'Islam, qui est la religion dominante au Moyen-Orient :

« To honor the rights of the individual to political participation, abide by the circulation of power through free and honest voting with emphasis on granting the freedom of religious rituals for all recognized divine religions.²⁴ »

- Le refus de certains gouvernements des initiatives internationales de réforme ne devrait pas être le prétexte utilisé par les gouvernements arabes pour ignorer les efforts de réforme dans le monde arabe.

« It has become unacceptable to confiscate political and civic rights of the Arab people which under diverse pretenses have been delayed at a time when most of the peoples of the world including a number of Islamic countries have undergone important democratic changes. (...) Hence any excuses to resisting or delaying democratic change in our arab countries are but poor excuses. (...) The more recent history of some of the arab countries during the last quarter of the nineteenth century and the first half of the twentieth century proves the possibility of applying democratic practices quite successfully whenever the opportunity arises notwithstanding the varying economic and cultural differences within these countries.²⁵ »

²³ Second independence, towards an Initiative for political reform in the arab world, the recommendations of the first civil forum parallel to the arab summit. Beirut, 19-22 mars 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun Center for Development Studies, Cairo, Egypt.

²⁴ Muslim brothers initiative in Cairo, march 3, 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.

²⁵ Doha declaration for democracy and Reform, Doha, 3-4 juin 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.

- Le refus de coordonner la réforme dans le monde arabe avec la nécessité de régler le conflit israélo-palestinien :

« We demand of democratic forces and civil society organizations throughout the world, east and west, north and south to support the efforts of the Arab Advocates of Democracy (ADA) and to seize the opportunity of the wide spaces of freedom available in their respective countries to bring pressure on their own governments not only to find an expeditious and just solutions to the two pressing questions of Palestine and Iraq and the just rights of their people to liberty and independence. We call upon current Arab regimes to desist from hiding behind these two causes in order to postpone political reforms, making them an excuse to obstruct democratic change in Arab nations and in the Middle East.²⁶ »

- Les particularités et les spécificités culturelles et religieuses des systèmes politiques des pays du Moyen-Orient n'excluent pas la nécessité d'une réforme urgente dans le monde arabe :

« Cultural and religious diversity is at the core of universally recognized human rights, which should be observed in a spirit of understanding in the application of democratic and human rights principles ; this diversity should not be a source of confrontation or clashes but should be a source of dialogue and building bridges of understanding between religious and cultures.²⁷ »

- La réforme doit être générale, elle devrait toucher tous les domaines : politiques, économiques et sociaux. Cette réforme devrait être révolutionnaire grâce à une société civile consciente de ses droits et de ses devoirs à l'égard de son pays dans un environnement démocratique et de liberté :

« Révolution cannot be called reform. More importantly the Arab world lacks the factors necessary for revolution. There is no evidence of the existence of a democratic

²⁶ Doha declaration for democracy and Reform, Doha, 3-4 juin 2004, *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.

²⁷ Sanaa declaration on democracy, human rights and the role of the international criminal court, 10-12 janvier 2004, *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.

movement capable of realizing its aims through a popular revolution or a civil-military alliance.²⁸ »

- La réforme interne dans certains pays arabes nécessite l'établissement des priorités, à savoir : mettre fin à la discrimination des minorités, augmenter la participation politique des femmes, garantir l'indépendance de la justice, mettre fin à toute violation des libertés individuelles par la torture et par des arrestations illégales ainsi que l'amendement de certains articles des constitutions arabes, de manière à garantir la participation politique et tous les droits et toutes les libertés fondamentales, encourager les groupes et les organisations de la société civile à créer des partis politiques, à permettre l'expression de l'opinion publique et la liberté de la presse et des médias :

« We ask of all régimes to abolish all restrictive laws that obstruct freedoms for individuals, press and media wich give the rights of monopoly and ownership to the state or the interference in their affairs (...) We demand the abolition of all laws restricting citizens rights, their rights to establish political parties, organizations, trade unions, professional associations and civil society organizations. (...) we demand that governments not deprive any citizen from his/her civic and political rights on the basis of religion, sect, gender (...). We demand the participation of women in political life (...)»²⁹ »

- Il est également important d'éliminer l'état d'urgence dans les pays arabes où elle existe très souvent et en Égypte en particulier, pour créer un climat de liberté. L'élimination de l'état d'urgence devrait permettre de créer un dialogue constructif entre les différentes instances de l'opposition et le pouvoir :

« The initiative called for limiting the scope of president's authority in a manner that does not allow him to head any political party or assume any executive responsibility. The

²⁸ Conference on priorities and mechanisms of reform in the Arab world, Cairo, 5-7 juillet 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.

²⁹ Doha declaration for democracy and Reform, Doha, 3-4 juin 2004, *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.

initiative called for scraping the so-called (ill-reputed laws), wich include emergency law, press law and other regulations that restrict freedom.³⁰ »

Pour bien saisir les raisons du refus et de l'échec des réformes politiques dans le monde arabe, il est essentiel de porter une attention particulière aux discours sur la réforme. Ces discours n'ont, semblent-ils, aucun agenda et projet concret de réforme. Ils ne paraissent qu'une réponse aux pressions extérieures.

Plusieurs des régimes politiques des États arabes, en particulier l'Égypte, n'ont jamais promis de réaliser des changements politiques importants, et cela est décevant, car le peu d'intérêt accordé par la plupart de ces États au développement humain dans le monde arabe³¹ est un indice significatif de l'absence de volonté d'effectuer des réformes ainsi que de leur échec à reconnaître les problèmes qui les touchent.

Les initiatives internationales proposées pour des réformes dans le monde arabe sont peut-être justifiées par les obstacles rencontrées pendant plus d'un demi-siècle par les initiatives internes de réforme. Ces initiatives n'ont abouti qu'à une marginalisation ou à l'emprisonnement ou l'exil de ceux qui en ont fait la proposition. Alors que le chemin des réformateurs dans le monde arabe a été réprimé, les initiatives externes ont été reçues et entendues, et elles ont joui d'une large couverture médiatique, même si elles ont été rejetées à la fin.

Bien que les initiatives internationales puissent être liées à de vrais besoins dans les sociétés arabes, le refus de telles initiatives s'explique par leur volonté de se protéger contre la menace de l'Occident. Selon un rapport de développement humain émis en 2004, l'Égypte a

³⁰ Muslim Brothers initiative in Cairo, 3 mars 2004, *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary booklet*. Ibn Khaldun Center for Development Studies, Cairo, Egypt.

³¹ Arab Human development report 2004, towards freedom in the Arab World. 2004. United Nations development programme, Arab fund for econmic and social development, Arab gulf programme for united development organizations. *National Press*. Amman, Jordan. ISBN : 92/1/126165/1.

atteint un niveau de détérioration assez remarquable, si l'on se fie aux indices économiques, sociaux, culturels et non pas seulement politiques³².

Tout cela ne justifie pas les raisons et les prétextes avancés par certains gouvernements arabes pour rejeter les initiatives internationales. Ils sont les derniers à pouvoir distinguer entre le plan interne et le plan externe, non seulement parce qu'ils ont réprimé les initiatives internes de réforme, mais aussi parce qu'ils ont toujours conclu des accords de sécurité avec les différents pays occidentaux sans consulter leur population. Ces gouvernements ne peuvent prendre les cultures et les religions du monde arabe en les utilisant comme prétexte pour justifier leur refus des réformes, comme si ces cultures donnaient le droit de recourir à la torture, au génocide, à l'assassinat d'individus, à la corruption, à l'extrémisme, au terrorisme et autres formes de violations. Il est également difficile de prétendre que ces cultures refusent la démocratie, l'intégrité, la transparence et les droits de l'homme.

Les mises en garde contre le chaos qui peut naître des réformes ignorent le chaos qui a effectivement dévasté certains de ces pays. La menace d'un effondrement total peut devenir réalité si les tergiversations pour mettre immédiatement en application les réformes se poursuivent. Actuellement, c'est l'extrémisme qui est devenu le mal-être de la scène politique dans le monde arabe. Il comble ainsi le vide né de la marginalisation ou de la répression des autres courants intellectuels et politiques avec leurs symboles, à une époque où prédomine un discours religieux extrémiste contraire aux intérêts des peuples et des objectifs de l'Islam. Cette détérioration exige à elle seule d'accélérer les réformes avant qu'il ne soit trop tard.

Le refus par certains gouvernements des initiatives internationales de réforme est en réalité le prolongement du refus des réformes quelle que soit la source des revendications, qu'elle provienne de l'intérieur ou de l'extérieur. Ces gouvernements refusent même de tirer profit des modèles de réforme partielle dans le monde arabe, dont le plus important est celui de l'Iraq. Ceci ne veut certainement pas dire que l'exemple iraquien est idéal ; mais il pourrait servir de guide sur le chemin vers la réforme.

³² Egypt Human development report 2004, choosing decentralization for good governance. 2004. United Nations development programme and the institute of national planning in Egypt, *Al Ahram commercial press-Kalyoub*. Egypt. ISBN : 477/5023/04/1.

Toute réforme en Égypte qui mérite ce nom devrait chercher à assurer les libertés, à reconsidérer les initiatives internes de réforme, à s'excuser auprès des victimes pour les violations subies et effectuer des réformes à la place des délibérations futiles qui se poursuivent à l'infini. Une telle réforme est conditionnelle au consentement du gouvernement égyptien pour sauver l'Égypte de la menace d'effondrement, de désintégration et de pauvreté ainsi que de la fin de la corruption politique, éthique et financière.

De plus, une des conséquences majeures de ces appels à la réforme de la vie politique en Égypte est que, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les Égyptiens ont été appelés à choisir leur président parmi plusieurs candidats, suite à l'amendement à l'article 76 de la constitution égyptienne. Cet amendement est considéré comme une réforme constitutionnelle et non pas politique, mais qui a un impact énorme sur la réforme politique espérée dans les années à venir en Égypte.

On ne peut nullement évaluer ces élections sans tenir compte des circonstances qui les ont accompagnées et les ont rendues possibles, particulièrement celles qui ont poussé le président Moubarak, qui affirmait que toute tentative d'amendement de la constitution est une atteinte à la sécurité de l'État. Au pouvoir depuis vingt-quatre ans, il a toutefois autorisé l'amendement à l'article 76 de la Constitution, permettant ainsi la multiplicité des candidatures, le 25 mai 2005.

1.2 Les élections présidentielles en 2005 : Quels enjeux ?

Ce chapitre est consacré à l'action politique du régime égyptien et de l'opposition égyptienne, qui font face à de nouveaux défis politiques. La contestation politique prend de l'ampleur en Égypte, à cause des rumeurs d'une éventuelle succession familiale au président Moubarak. En effet, les spéculations sur l'avenir politique de son fils Gamal, 41 ans, qui occupe un poste stratégique au sein du PND, ont trouvé un écho grandissant dans la rue et au sein des partis d'opposition égyptiens.

Les autorités égyptiennes sont en état d'alerte à l'approche des élections présidentielles prévues pour septembre 2005 et elles font face à des manifestations beaucoup plus intrépidés

que par le passé. Il y a d'abord le mouvement « Kefaya » (Assez), qui regroupe diverses tendances politiques allant de l'extrême gauche aux islamistes, en passant par les nassériens, les libéraux et même les Frères musulmans, qui partagent les mêmes revendications en faveur de changements politiques : fin du régime présidentiel, fin de l'état d'urgence (en vigueur depuis 1981!), et qui recommandent d'augmenter les libertés publiques. Il y a aussi le régime autoritaire du président, qui au pouvoir depuis vingt-quatre ans, a toutefois autorisé l'amendement à l'article 76 de la Constitution, permettant ainsi la multiplicité des candidatures. Ce premier pas est considéré comme un défi politique que l'Égypte ne pouvait jamais se permettre avec la répression de l'opposition.

Dans cette partie du travail, nous expliquerons la position des différentes forces politiques en Égypte, leur position et leur action politique à l'égard du changement. Nous aborderons également les raisons du succès et de l'échec des différents partis politiques, à l'aube des élections présidentielles de 2005.

D'abord, nous allons réfléchir sur l'opposition et sur les partis politiques en nous servant de l'ouvrage de R. Dahl, écrit en 1966 et intitulé *L'avenir de l'opposition dans les démocraties*³³. L'opposition n'est pas la critique individuelle, mais le regroupement des personnes partageant des vues critiques sur la manière dont le pays est gouverné. R. Dahl a écrit un essai sur les différents modèles d'opposition au régime démocratique. Il distingue les pays dans lesquels il y a un « consensus », les groupes d'opposition minoritaires (religieux, idéologiques), qui sont peu nombreux, et les citoyens, qui sont en général d'accord avec l'esprit des lois qui sont édictées. Il distingue aussi les pays dans lesquels il y a en permanence une importante minorité qui accepte les formes et les procédures constitutionnelles, tout en étant profondément en désaccord avec la politique suivie par le gouvernement.

Les membres de ces groupes minoritaires obéissent aux lois qui ont été adoptées suivant la procédure constitutionnelle légale reconnue comme légitime, mais ils ont le sentiment d'être

³³ *L'Avenir de l'opposition dans les démocraties*. Traduction de: Political oppositions in Western democracies, 1966. Traduit de l'américain par Maurice Luciani. Paris : S.I.D.I.I.S. Firmin-Didot et Cie.

contraints d'obéir à ces lois, bien qu'ils les trouvent parfois mauvaises. Il semblerait que le cas de l'Égypte appartenait à la catégorie de pays où les textes fondamentaux de la constitution et l'esprit qui les a inspirés sont acceptés.

Dahl souligne aussi qu'un régime de consensus limité offre plus de liberté dans l'action politique qu'un pays de consensus, qui pourrait entraîner des risques de violences politiques et d'impasses politiques, ce qui a été l'une des causes de la chute de l'opposition en Égypte lors des élections présidentielles et des élections parlementaires en 2005. L'opposition assure une certaine fonction indispensable pour la vie même de la démocratie. Elle permet d'abord une information contradictoire sur les décisions et les intentions du gouvernement du pays. Il revient à l'opposition de soulever des questions, de critiquer les interrogations ou les orientations de telle ou telle politique. L'opposition doit ensuite constituer, pour les électeurs, un éventuel gouvernement de rechange, ce qui signifie que l'opposition doit avoir un programme réalisable. Le principe de l'alternance fait donc de l'opposition un gouvernement en puissance.

Nous analyserons objectivement les différentes positions des forces politiques en Égypte qui ont joué un rôle crucial dans cette mouvance politique de 2005.

1.2.1 Le régime autoritaire : le Parti national démocratique

Le Parti national démocratique a été fondé en 1975. Il a remplacé le Parti national, qui était l'un des trois partis autorisés à participer à la vie politique dans le cadre de l'Union Nationale.

Le parti domine toute la vie politique partisane en Égypte depuis sa création. Il est également intègre et il se combine au pouvoir exécutif. Il est cependant incapable de se débarrasser de l'esprit du seul régime qui règne de 1952 jusqu'à aujourd'hui. Le président Hosni Moubarak est le chef de l'État, et en même temps, il est le président du Parti national démocratique depuis 1981. C'est ce qui renforce l'interaction entre l'État et le PND.

Celui-ci détient tout son pouvoir légal et son influence politique du fait que le président, qui possède plusieurs fonctions accordées par la constitution égyptienne, est en même temps le chef du parti.

C'est pourquoi les fonctions principales du parti se concentrent sur la présentation des détails techniques des plans d'action de l'État, sur le soutien parlementaire au gouvernement et sur le ralliement gouvernemental dans les crises politiques et les élections. Depuis les débuts de la formation de ce parti, il a été constitué d'un corps de cadres administratifs qui ont joué un rôle important au gouvernement et dans le secteur public après la Révolution de 1952.

Nous remarquons que la majorité des membres de la formation sociale du parti est formée d'hommes d'affaires qui ont trouvé dans leur engagement avec l'État une protection contre n'importe quelle intervention administrative ou légale.

Le PND est le pilier de la majorité parlementaire depuis 1979³⁴. Il s'arrange pour rester au pouvoir tant que les circonstances le permettent. Aujourd'hui, les efforts du parti se concentrent sur l'activation du rôle du secteur privé, sur les projets des hommes d'affaires et, récemment, sur l'adoption de démarches dans le domaine de la réforme politique. Après les élections parlementaires de 2000 et l'échec de plusieurs cadres de l'ancienne garde du parti, un nouveau courant réformiste (la jeune garde), présidé par le fils du président (Gamal Moubarak), commence à élaborer des projets de réforme à l'intérieur du parti, pour améliorer son image auprès de la société égyptienne. Ce courant a réussi à apporter des changements au programme traditionnel représenté par l'ancienne garde.

³⁴ Le Parti national démocratique a eu les majorités suivantes aux élections parlementaires depuis 1979 :

Aux élections de 1979, la majorité du PND est de 78,4 %.
 Aux élections de 1984, la majorité du PND est de 87,3 %.
 Aux élections de 1987, la majorité du PND est de 78,4 %.
 Aux élections de 1990, la majorité du PND est de 80 %.
 Aux élections de 1995, la majorité du PND est de 95,5 %.
 Aux élections de 2000, la majorité du PND est de 85,8 %.
 Aux élections de 2005, la majorité du PND est de 68,5 %.

Malgré tous ces changements de la part de la jeune garde, l'élite égyptienne demeure indifférente à l'importance et à la crédibilité des indices de ces changements, comme l'illustre parfaitement le plus faible résultat de son histoire.³⁵

Après ces modifications et au cours de l'année 2005, le président égyptien Hosni Moubarak a accepté de devenir le candidat présumé du Parti national démocrate, pour la cinquième fois, aux élections présidentielles de 2005.

³⁵ Gamal Arafa, Mohamed. 2002. Le PND, Changement ou embellissement. (site arabe) <http://www.islamonline.net/arabic/political/2002/09/article26.shtml>.

Les indices de modification dans le Parti national démocratique se résument aux points suivants :

- La modification n'a pas atteint seulement les personnes, mais elle s'est étendue au système principal du parti pour la première fois où celui-ci a permis d'élire le président du parti parmi d'autres candidats.
- Le nouveau courant présidé par Gamal Moubarak a pu réaliser la victoire en gagnant 20 sièges au secrétariat général du parti.
- Youssef Walli, secrétaire général du parti pendant 20 ans, a été expulsé et transféré à une autre position honorifique, en devenant vice-président des affaires internes du parti, malgré que plusieurs analystes politiques aient prévenu qu'il est très proche du pouvoir politique.
- Les fonctions du secrétaire du PND, Kamal el Chazli, qui est considéré comme de l'ancienne garde dans le parti, ont été diminuées par la formation de plusieurs comités, dont la présidence a été donnée à la jeune garde qui entoure Gamal Moubarak, tel le comité administratif, financier et d'adhésion.
- Safwat el Cherif, partisan du modernisme, encourage le développement et la nomination des jeunes au sein du PND. Il a précisé que son objectif est d'ouvrir un dialogue entre le PND, les autres partis d'opposition, les syndicats et les organismes de la société civile.
- Les chrétiens, qui représentent 8 % de la population égyptienne, ont réussi à obtenir six sièges au bureau politique du secrétaire général du parti.
- Les femmes ont aussi réussi à obtenir 6 sièges dans ce même bureau.
- Les analystes ont conclu qu'il y a d'autres indices qui prouvent que cette modification est partielle :
- La modification prévue était l'expulsion des anciens responsables comme Youssef Wali, mais le résultat a été la nomination honorifique de Youssef Wali comme vice-président du parti.
- Malgré sa responsabilité directe, quand il était le ministre de l'Agriculture, dans le scandale des insecticides expirés qui ont causé le cancer aux citoyens égyptiens, il a encore été élu en tant que vice-président.
- Deux des plus grandes figures de la corruption de l'ancienne garde demeurent à des fonctions importantes. Ce sont Safwat el Cherif et Kamal el Chazli.
- Après des procédures de changement invisibles, le système politique du parti est devenu plus souple, pour permettre l'ammendement à l'article 76.

1.2.2 La déchirure des partis d'opposition

Les partis d'opposition en Égypte sont touchés par de nombreux problèmes. Plusieurs de ces partis sont désorganisés au point de vue structurel, ils manquent d'une vision politique cohérente et conservent une structure archaïque (système bureaucratique et non démocratique). Ils ressassent les mêmes idéologies depuis plus de 50 ans. Ces problèmes politiques en manque de stratégie et de programmes de réforme politique ont une influence négative sur leur message politique auprès de la société civile.

De plus, la majorité des partis politiques refusent de travailler au Front national uni (formé en 2005) pour lutter contre le renforcement des situations de l'oppression et de la tyrannie au sein de la société civile égyptienne.

La majeure partie de l'opposition légale, pour sa part, bute sur les mêmes écueils. Nos partis constituent le musée des idéologies défuntes, estime M. Tahseen Bashir, ancien conseiller des présidents Nasser et Sadate. Nos intellectuels, qu'ils soient islamistes, nassériens, nationalistes, se retrouvent dans des impasses, sans idée de secours. Aucun parti d'un certain poids, les Frères musulmans, le parti de centre gauche (Tagammou) ou le Wafd (bourgeois-libéral) n'a de leader de moins de soixante-dix ans. Les vieux chefs disposent en effet d'un arsenal leur permettant de rester en place à vie.³⁶

L'action politique des partis d'opposition avant les élections présidentielles est la meilleure preuve de la faiblesse de ces partis. Nous illustrerons ci-après leur action politique et de leur incapacité à s'organiser et à réaliser l'objectif commun, qui était le renversement du régime Moubarak et le règne des valeurs de la démocratie à travers un chef d'État pouvant entraîner l'Égypte sur la voie de la démocratie.

Par exemple, le 17 mai 2005, le Parti Nassérien, le Parti du Rassemblement et le Parti du Wafd ont annoncé officiellement le boycottage du référendum sur l'amendement de l'article 76 de la constitution. Le guide spirituel des Frères musulmans a appelé la société civile égyptienne à boycotter le référendum, en précisant que l'amendement manquait d'intégrité, car il ne soutenait qu'un seul candidat à la présidence, le candidat du PND, Hosni Moubarak.

³⁶ David Hirst, « Un capitalisme à l'indonésienne, l'Égypte aux pieds d'argile », *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.

Ces mêmes partis d'opposition sont revenus sur leur choix de boycotter le référendum, à la condition que les modifications à l'article 76 soient discutées par le parlement. D'autres chefs de partis de l'opposition égyptienne, tel que le Parti des libéraux, le Parti de la Ummah et le Parti national d'Égypte, ont refusé la proposition de boycotter le référendum des autres partis d'opposition. Ils ont justifié leur position en disant qu'aucun parti n'a le droit d'empêcher le peuple égyptien de voter lors du référendum. Pour eux, c'est un devoir national et une responsabilité de chaque citoyen égyptien. On voit que les positions et les stratégies des différents partis d'opposition sont irréconciliables et incohérents. Les positions des partis de l'opposition concernant les élections présidentielles étaient elles aussi divergentes.

Il y a plusieurs différents sur la proposition de boycotter les élections présidentielles et sur le choix des candidats pouvant se présenter aux élections. Les Frères musulmans et le Parti d'El Ghad ont déclaré que les partis d'opposition (le Rassemblement, le Parti Nassérien, le Parti Wafd et la confrérie des Frères musulmans) formeront un seul front national contre le gouvernement du président Moubarak et qu'ils pourraient choisir un seul candidat contre le régime de Moubarak en 2005. Cette position n'a pas tenu pendant longtemps.

Le 19 juillet 2005, le Parti Nassérien et le Parti du Rassemblement ont annoncé qu'ils boycotteraient les élections présidentielles, tandis que le Parti du Rassemblement a annoncé qu'il allait travailler à lutter contre la candidature de Moubarak.

Le chef du Parti du Rassemblement, M. Refaat el Saïd, a annoncé que le parti refusait d'être un acteur dans cette farce que représentent les élections présidentielles, en disant : « Nous ne pouvons pas risquer notre honneur dans cette farce³⁷. »

Le Parti Al Wafd a surpris toute l'élite politique avant les élections présidentielles en choisissant le président du parti, Noamane Gomaa, comme candidat à cette élection, se retirant du front uni qui regroupait le Parti du Rassemblement, le Parti Nassérien et les Frères musulmans³⁸.

³⁷ M. Refaat el Said a déclaré ceci à Damanhour, au cours d'une conférence. Il s'est moqué, en disant que c'était la première fois que nous voyions un candidat qui appelait les autres candidats à le défier. C'est pour cela que nous disons à notre peuple que nous n'allons pas participer à cette comédie. www.alahaly.com/articles/05-08-03/1239-pil01.htm. (quotidien arabe)

Cette polémique a pris fin quand le comité des élections présidentielles³⁸ a annoncé la liste des candidats pour les élections présidentielles. Il ne pourrait plus y avoir d'autres candidatures aux élections.

1.2.3 Le retour sur la scène politique : La confrérie des Frères musulmans

À l'instar des organisations islamistes, les Frères musulmans égyptiens sont très présents dans la rue et ils sont de plus en plus populaires. La confrérie a multiplié, ces dernières années, les dispensaires et les centres sociaux pour aider les citoyens, tandis que sur le plan politique, ses membres ont réformé leur discours, qui est devenu plus modéré, s'éloignant de la violence et en acceptant les différentes minorités.

« However, in recent years, Brotherhood leaders have also made a strategic decision favoring political participation and gradual democratic openings as the only viable ways to challenge the regime of President Hosni Mubarak. The movement's current platform retains what its own leaders admit is "an emotional slogan," namely: "Islam is the solution." However, its detailed program focuses almost exclusively on liberal political reform. Mohammad Habib, vice chairman of the Brotherhood, has identified the movement's priorities as abolition of restrictions imposed on establishing political parties, repeal of emergency laws, reinforcement of the power of Parliament and the judiciary against the executive, and the freeing of all political prisoners.(...) And

³⁸ Le juge Mamdouh Marei, le président du comité des élections présidentielles et le président de la Cour suprême, a annoncé le nom des 10 candidats qui ont rempli les conditions. Les 10 candidats sont les chefs des partis politiques El shark el awsat, 12 août 2005. (quotidien arabe)

- Le président Hosni Moubarak, le président du Parti national démocratique (symbole : le croissant).
- Dr Ayman Nour, le candidat du Parti Al Ghad (symbole : le palmier).
- M. Ossama Mohamed Abdel Shafei Shaltout, président du Parti Al-Takafol, (la solidarité). (symbole : la pyramide).
- Wahid Fakhry el Oksory, président du Parti Misr Al arabi al Ishteraky (l'Égypte arabe socialiste). (symbole : le soleil).
- Réfaat Al-Agroudi, président du parti Al-Wifaq al-qawmi (Entente nationale). (symbole : la lampe).
- Fawzi Ghazal le président et fondateur du Parti Misr 2000.(symbole : l'épi).
- M. Mamdouh Al-Qénawi le président du Parti Al dostor al igtima'i (parti de la constitution social). (symbole : la maison).
- M. Noaman Gomaa le président du Parti Al Wafd. (symbole : le flambeau).

Brotherhood leaders currently feel their popular strength. Democratic reform is very much in the Brotherhood's interest.³⁹ »

Sur le plan politique, la confrérie des Frères musulmans est officiellement interdite en tant que parti organisé sur une base confessionnelle, mais relativement tolérée par le pouvoir en place.

À l'approche des élections présidentielles de 2005, la tension a augmenté entre le gouvernement égyptien et la confrérie. Celle-ci a organisé plusieurs manifestations, tout en provoquant le gouvernement égyptien pour mesurer sa réaction vis-à-vis les membres de la confrérie. Le 22 décembre 2004, la confrérie a réfuté l'accusation du président Moubarak à l'effet qu'ils ne sont qu'un groupe terroriste et qu'ils ont un passé décevant. Ils ont annoncé, après cette accusation, qu'ils dénoncent tout acte terroriste et qu'ils sont soucieux de servir et de préserver la sécurité et la stabilité du pays. Les Frères musulmans sont des plus actifs sur la scène sociale en Égypte, tout en fournissant des services pour les démunis, les pauvres et les défavorisés. Le 3 janvier 2005, une crise s'est déclenchée au sein de la confrérie, à cause de la déclaration du guide suprême Mohamed Mahdi Akef. Celui-ci s'oppose à l'amendement à la constitution. Mohamed Mahdi Akef a justifié sa position en prétendant que l'amendement de la constitution est un piège, car il renforce la tyrannie du parti au pouvoir (le PND) au parlement égyptien, et que n'importe quel amendement serait en faveur du parti gouvernant et de ses alliés. Il a recommandé en priorité l'abolition de l'état d'urgence et la promotion des libertés civiques⁴⁰. Un mois plus tard, le 3 février 2005, la confrérie annonce qu'elle soutiendra le président Moubarak et qu'elle votera pour lui. Le 25 mars 2005, la confrérie a organisé à nouveau une manifestation demandant une réforme nationale, malgré le refus des autorités. Les forces de sécurité ont défendu aux manifestants de se rendre au parlement égyptien, et des centaines de membres ont été arrêtés. Le 29 mars, la confrérie annonce qu'elle soutiendra la candidature de Moubarak ou de son fils Gamal Moubarak, à la condition que ces derniers réalisent un plan de réforme politique concret.

³⁹ Nathan Brown et Amr Hamzawy, « Take advantage of the brotherhood's gains », *The Daily Star*, 9 décembre 2005.
<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=17769&prog=zgp&proj=zm>

⁴⁰ www.asharqalawsat.com 5 janvier 2005. (site arabe).

Le 19 avril 2005, Mohamed Habib, Vice-Guide Suprême et porte parole de la confrérie, annonce que celle-ci accepterait un président copte s'il accédait au pouvoir par des élections libres et qu'il refusait toute constitution laïque.

Mohamed Habib accuse aussi le régime de Moubarak de ne pas avoir l'intention ni le désir d'effectuer des réformes. Il déclare que la confrérie ne présentera pas de candidat tant qu'il existera des conditions sévères visant à écarter la confrérie des élections présidentielles.

Le 22 avril 2005, Mohamed Habib a porté de nouvelles accusations contre le gouvernement. Il l'a accusé de s'attaquer aux partis d'opposition. Il s'en est pris également à tous les partis d'opposition (sauf le Parti Al-Ghad) qui ont failli à leurs promesses de s'unir et de former un front national qui s'opposerait au régime tyrannique de Moubarak et qui surveillerait les démarches de la réforme nationale. Le 28 avril 2005, la confrérie s'est attaquée aux déclarations de Moubarak, qui refusait la formation d'un parti politique d'opposition en Égypte ayant pour base un mouvement religieux. Le 4 mai 2005, des dizaines de milliers de membres de la confrérie ont participé à des manifestations organisées dans la capitale et dans de nombreuses villes égyptiennes au nord et au sud. Jamais cela ne s'était produit en Égypte depuis le début des années 1950.

Ces manifestations visaient la réforme politique et leur refus de toute intervention étrangère dans les élections présidentielles. Des affrontements ont eu lieu, et 300 membres de la confrérie ont été arrêtés et détenus. De plus, les responsables du groupe, y compris le guide spirituel, ont participé à de larges activités médiatiques et politiques pour expliquer leur position vis-à-vis l'évolution politique importante que connaissait l'Égypte, notamment suite à l'annonce par le président Moubarak de l'amendement à l'article 76 de la constitution concernant les élections présidentielles.

Le 8 mai 2005, le guide spirituel Mohamed Mahdi Akef dénonce les pratiques oppressives du gouvernement dans une conférence de presse et en même temps explique les revendications de la confrérie.

Ces revendications se concentrent sur plusieurs plans d'action : le gouvernement devrait présenter un modèle de réforme globale et non pas une réforme uniquement politique ; la

libération de tous les détenus politiques ; l'abolition de l'état d'urgence et des lois d'exception qui entravent les libertés fondamentales ; le gouvernement devrait assurer un climat politique serein pour tenir des élections libres et fournir une surveillance juridique qui garantirait la neutralité des élections présidentielles ; l'amendement à plusieurs articles de la constitution égyptienne et à celui sur le nombre de mandats présidentiels, en précisant le nombre d'années pour chaque mandat :

(...) to end the state of emergency and permit comprehensive freedoms such as the freedom to establish political parties and to publish newspapers, the release of political detainees and prisoners, and abolition of the emergency courts and emergency laws.

Il a proclamé aussi la nécessité d'avoir un comité de juges indépendants qui pourrait superviser le déroulement des élections avec neutralité : « putting together an independent judicial committee to oversee the upcoming presidential and parliamentary elections⁴¹. »

Dans ce contexte, le 30 juin 2005, l'action commune apparaît sur la scène politique et s'incarne dans une coalition qui prend de l'importance du fait que la confrérie l'a initié sous forme de « front » politique. La confrérie, comme toutes les autres forces politiques en Égypte, a ressenti la nécessité de l'action commune pour faire face à la phase dangereuse actuelle par laquelle passe le pays et son régime politique en particulier. Cette nouvelle coalition s'est formée sous le nom de « Coalition nationale pour la réforme et le changement », qui plus tard portera le nom d'« Alliance Nationale pour la Réforme et le Changement (ANRC) ». Elle est composée principalement de la direction et des membres de la confrérie, avec des représentants du Parti du néo-Wafd (libéral) et quelques dizaines de personnalités publiques et politiques appartenant aux différentes écoles intellectuelles et d'action politique en Égypte. Cette nouvelle coalition est la troisième en son genre après le Mouvement égyptien pour le changement Kefaya (Ça suffit !) et le Rassemblement national pour la transformation démocratique. Pour sa direction, elle a choisi un secrétariat général formé de 36 membres. Neuf appartiennent au groupe des Frères musulmans, dont le secrétaire général provisoire de la confrérie, qui est l'adjoint de son guide spirituel, Mohamad Al-Sayed Habib.

⁴¹ www.ikhwanonline.com 17mai 2005. (site arabe).

Après de nombreuses réunions, la coalition a organisé, le 20 juillet, sa première manifestation devant le siège des Syndicats des journalistes et des avocats et en face du Club des juges. L'objectif de la manifestation était le « soutien aux juges » dans leur position vis-à-vis la réforme politique. La coalition a aussi proposé le boycott des élections présidentielles pour empêcher Moubarak d'être élu pour la cinquième fois. Cette manifestation revendiquait l'établissement d'un vrai régime démocratique en Égypte. Près de 4 000 personnes ont participé à cette manifestation, avec une majorité de Frères musulmans et quelques centaines de membres du mouvement Kefaya.

On considère que cette coalition pouvait être l'ultime moyen légitime pour faire face au régime de parti unique. Avec tout ce qu'elle représentait de forces politiques, elle a eu un poids très grand sur l'Assemblée du peuple en 2005. Cette coalition a cependant échoué. Chaque parti qui l'a composé a préféré créer sa propre stratégie politique plutôt que de rester dans la coalition.

Cette alliance n'a duré que quelques jours. Elle n'a pas été soutenue par la plupart des forces politiques de l'opposition, et une participation très faible de l'opposition a été remarquée. Mohamed Habib, l'adjoint au guide spirituel de la confrérie, justifie l'échec de cette alliance par la crainte des forces de l'opposition de s'allier à la confrérie, qui ne voulait pas perdre sa valeur sur la scène politique :

Apparemment, l'idée de rejoindre cette alliance n'est pas très nette chez ces partis. Ils pensent que les Frères ont une influence considérable et ceci provoque des doutes chez eux. Ils croient que le fait de se rallier à nous rendra la confrérie encore plus forte et par la suite leurs mouvements seront affectés.⁴²

En effet, les forces politiques de l'opposition ont participé à la coalition en tant que membres indépendants et non pas à titre de représentants de leur parti « Cependant, nous pensons que

⁴² Mohamed Habib, Le dossier « On ne veut pas mettre en relief nos différends », propos recueillis par Aliaa Al-Korachi, *Al Ahrām Hebdo*, n° 565, mercredi 6 juillet, 2005.

chaque parti pourrait continuer à adopter son propre agenda tout en se basant sur les points communs qui nous relient tous.⁴³ »

En fait, cette alliance n'a jamais réalisé ses objectifs, bien qu'il y a eu un plan d'action commun et plusieurs réunions entre la plupart des membres de l'opposition et la confrérie pour aboutir à un compromis et pour réaliser une stratégie qui pourrait faire pression sur le gouvernement de Moubarak.⁴⁴

Mohamed Habib espérait la longévité de cette alliance :

Pour que notre alliance soit effective, on a tenté d'organiser le travail d'une manière plutôt pratique. Alors on a formé ce qu'on appelle le corps institutionnel qui regroupe tous les membres fondateurs, et qui doit se réunir périodiquement chaque trois mois. Il y a aussi le secrétariat général, formé des représentants de toutes les forces politiques et des personnalités publiques. Celui-ci doit se réunir toutes les deux semaines. À cela s'ajoutent aussi des comités spécialisés. À titre d'exemple, un comité sur les études législatives et constitutionnelles sera chargé d'élaborer une nouvelle Constitution et d'étudier toutes les lois concernant les libertés. Il y avait également des comités politiques, médiatiques et autres, pour coordonner le travail sur le terrain, manifestations et autres et la couverture médiatique de l'Alliance. On ne veut pas mettre en relief nos différends, mais plutôt nos points communs qui sont d'ailleurs nombreux.⁴⁵

Contrairement aux prévisions des analystes politiques, le 7 septembre 2005, la confrérie a décidé d'appeler ses membres à voter en faveur de n'importe quel candidat et de ne pas élire un tyran et un dictateur.

L'adjoint au guide spirituel de la confrérie, Mohamed Habib, a justifié, dans un communiqué, leur participation aux élections présidentielles et leur désengagement de l'Alliance, en disant que les Frères musulmans ont choisi la participation pour que la population ait un rôle à jouer dans la vie politique. Ce serait une catastrophe si elle ne faisait pas son devoir de citoyen. D'après la confrérie, le boycott des élections serait une catastrophe, car il donnerait au régime l'occasion de frauder les élections présidentielles.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Mohamed Habib, Le dossier « On ne veut pas mettre en relief nos différends », propos recueillis par Aliaa Al-Korachi, *Al Ahram Hebdo*, n° 565, le mercredi 6 juillet 2005.

Les analystes politiques ont expliqué cette position par les négociations et par le marchandage, *deal* politique entre le gouvernement de Moubarak et la confrérie. Ce marchandage, ce *deal* a abouti au soutien complet des Frères musulmans en faveur de Moubarak en contrepartie de bénéfices politiques concernant leur participation aux élections parlementaires du mois de novembre 2005. De plus, ils ont obtenu la légitimité et la liberté de fonder un parti politique ainsi que la libération de certains cadres politiques de la confrérie : « Other “deal” rumours have posited the Brotherhood declining to support any particular candidate, in exchange for the government allowing them to become an official political party.⁴⁶ »

Les analystes ont dit du communiqué de Mohamed Habib qu’il exprime une position de refus du régime mais sans provocation, pour ne pas entrer en confrontation avec le gouvernement et pour conserver leurs relations avec l’opposition égyptienne, qui les appuiera lors des élections parlementaires de novembre 2005.

1.2.4 Nouvelles formes de mobilisation : les mouvements informels d’opposition et leurs satellites

Au cours d’une brève période ne dépassant pas deux ans, un grand nombre d’organisations, de mouvements et de fronts se sont formés à l’intérieur et à l’extérieur de l’Égypte pour contester le régime autoritaire de Moubarak. La majorité de ces mouvements appellent à la réforme politique en Égypte, à l’aube des élections présidentielles de 2005.

La plupart de leurs recommandations expriment leur refus total de la candidature du président Moubarak pour un cinquième mandat. Ils contestent aussi l’amendement à l’article 76 de la constitution égyptienne, ils protestent contre l’hérédité du pouvoir en Égypte et ils revendiquent enfin l’abolition de l’état d’urgence, qui est en vigueur depuis 1981 :

« The scores of active local movements have different goals and motivations, but a common demand for free, democratic elections, term limits for the president, no

⁴⁶ Jailan Halawi, « Brotherhood weighs campaign options », *Al Ahram Weekly*, n° 756, 18-24 août 2005.

automatic succession to his son or chosen heir, and an end to the emergency laws that have been in force for nearly a quarter of a century.⁴⁷ »

Dans un sens, ce mouvement a alimenté l'esprit de révolte et il a sensibilisé la société civile en Égypte au danger de la réélection de Moubarak en 2005. Par contre, ces mouvements espéraient réduire toutes tentatives de falsification et de fraudes pendant le déroulement des élections présidentielles.

On peut qualifier ces mouvements de catalyseurs de la société civile égyptienne et de nouveaux acteurs qui ont fragmenté en peu de temps la société civile. Ces mouvements s'imposent avec force sur l'arène politique en Égypte, cette arène qui souffre de stagnation politique, car elle ne comprend que des partis politiques marginalisés. Cette scène politique avait besoin d'un changement politique concret et profond.

Les manifestations en faveur des réformes sont devenues synonymes du quotidien égyptien, elles ont franchi les grilles des universités et envahi la rue égyptienne. La différence avec les mouvements classiques de protestation en soutien à la Palestine ou à l'Iraq, par exemple, c'est qu'il s'agit cette fois d'une question purement locale. C'est bien là sa nouveauté.

Le mouvement Kefaya a encouragé certains petits groupes de protestataires qui agissaient dans l'ombre à occuper une place plus importante sur l'arène politique. Certaines associations de la société civile sont apparues au cours de l'année 2005, comme l'Association des mères égyptiennes ; le Mouvement de Shayfenkoum ; les Journalistes pour le changement ; la Campagne populaire pour le changement ; les Enfants pour le changement et d'autres encore.

Dans cette partie, nous allons traiter du mouvement qui est le plus important : Kefaya. Kefaya a été le guide de la plupart des mouvements satellites. Nous analyserons sa structure, ses fondements, ses succès, ses échecs et ses défis.

⁴⁷Rami G. Khouri, « Egyptian politics awaken from their half-century slumber », *The Daily Star*, Liban, le samedi 8 juin 2005.
http://www.dailystar.com.lb/article.asp?edition_id=10&categ_id=5&article_id=16034.

1.2.5 Le mouvement égyptien pour le changement Kefaya (Assez)

À la fin de l'année 2004, les premières affirmations d'une scène militante se présentent avec des contours flous, porteurs d'une radicalisation des discours de réforme.

Le dimanche 12 décembre 2004, plusieurs centaines de personnes manifestent devant la Haute Cour de Justice contre le renouvellement du mandat de Hosni Moubarak. Elles expriment également leur refus de voir son fils, Gamal Moubarak, lui succéder. Ces deux revendications sont résumées dans le terme « Kefaya », assez !, inscrit sur des banderoles masquant la bouche des participants. La manifestation est considérée comme un des événements politiques phares de l'année 2004. Elle symbolise en effet la radicalisation du discours de l'opposition, en même temps qu'elle constitue le signe d'une ouverture politique notable. Pour la première fois, la contestation personnelle du chef de l'État, ainsi que son fils, fait l'objet d'une manifestation publique.

Abd el Halim Quandil, porte-parole du mouvement, estime en effet que « la démocratisation vient par acquisition, par la lutte et la confrontation directe, plutôt que la soumission au régime⁴⁸ ». Or la manifestation, malgré la loi d'urgence invoquée fréquemment pour interdire les rassemblements, ne sera pas réprimée, bien que solidement encadrée par les forces de sécurité. L'événement, organisé par le Mouvement égyptien pour le Changement, se présente comme un rassemblement de citoyens, d'activistes de la société civile, de la gauche, nasséristes, libéraux et islamistes, voire de membres de partis politiques de l'opposition présents en leur nom propre. Ce mouvement se distingue par ses formes d'activités et par son excellence de l'utilisation des moyens médiatiques modernes (Internet, la photo intuitive, etc.). Le communiqué fondateur du mouvement exprime bien son objectif : le besoin de changements et de réformes. Tous les membres de ce mouvement se sont mis d'accord sur l'existence de risques et de défis qu'affrontent la nation et que le despotisme total rend l'Égypte incapable d'affronter ces défis, à cause de Moubarak et de son gouvernement corrompu. Or, ce blocage politique exige une réforme politique et constitutionnelle, un processus démocratique fondé sur la passation du pouvoir, la neutralité, la transparence du gouvernement, l'indépendance du pouvoir juridique et la fin de l'injustice sociale.

⁴⁸ *Al Ahram Weekly*, 16-22 décembre 2004.

Ce mouvement a connu un succès énorme et a eu de nombreux partisans de tous les milieux et de toutes les régions de l'Égypte, même de l'étranger, dans un espace de temps très limité. Pourquoi ce mouvement a-t-il eu ce succès dans un si court laps de temps ? Quel est le contexte politique où est apparu ce mouvement de contestation ?

Le mouvement Kefaya est un mouvement de colère spontanée de citoyens qui marque l'apparition d'une nouvelle forme d'expression, de contestation et de mobilisation civile. Les pressions américaines exercées sur le pouvoir au cours des mois qui ont précédé les élections présidentielles de septembre 2005, pour l'amener à mettre en place une réforme politique (qui a d'ailleurs donné quelques résultats), ont exprimé la conviction que l'État est fragile et qu'il peut faire plus de concessions. C'est ce qui a encouragé l'apparition d'un mouvement comme Kefaya. Son terrain d'action ? La rue, tout simplement.

L'opposition officielle semble totalement absente de la scène car elle a des intérêts avec le pouvoir. Il est impossible de tenir des conférences publiques sans une permission spéciale des autorités. Celle-ci n'est jamais accordée. Dans ces conditions, la rue est le seul terrain d'action possible.⁴⁹

C'est ce que note un militant du mouvement. « La rue reste le seul refuge. C'est le lieu de toutes les batailles. Nous ne disposons d'aucun canal légal pour nous exprimer⁵⁰ », lance pour sa part Magdi Hussein, secrétaire générale du parti du Travail de tendance islamiste (actuellement suspendu) et membre du mouvement. Hussein affiche ses ambitions. Selon lui, il est possible d'amener le gouvernement à faire de nouvelles concessions.

La preuve en est que nous avons déjà mobilisé des milliers d'égyptiens malgré les restrictions sécuritaires. Depuis le 12 décembre dernier, nous avons organisé plusieurs dizaines de manifestations dans la rue mais aussi à l'université. Si nous continuons sur cette voie, il sera possible d'amener l'État à faire de nouvelles concessions.⁵¹

Abbass Al-Tarabili explique, d'un autre côté, que dans le camp de l'opposition, la lutte s'annonce difficile pour s'imposer face au parti au pouvoir, et que le rôle de la société civile

⁴⁹ Khalil Al Anani, « Assez, un phénomène social », publié sur le site Internet du Mouvement égyptien pour le changement, copié du journal *El kods el araby*, 17 mai 2005.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

doit être plus uni et plus cohérent pour un seul objectif qui est le changement : « la majorité silencieuse sort de son silence pour dire NON au parti unique ... Si le peuple bouge, une réforme globale est possible⁵². »

Dans une étude intitulée « *Assez, un phénomène social* »⁵³, on a fait ressentir les caractéristiques qui font l'originalité de ce mouvement sur la scène politique en Égypte. Dans cette étude, l'auteur compare ce mouvement à ceux créés au cours du XVI^e siècle en Europe, qui visaient la lutte contre les despotes et qui recommandaient l'indépendance.

L'étude explique aussi que le mouvement est populaire et qu'il représente un large spectre politique, car il a inclu des membres de toutes les couches de la société civile, il n'a aucune condition d'admission et quel que soit leur niveau économique, social et culturel, le mouvement reste ouvert à tous ceux qui expriment les rêves de la majorité des Égyptiens.

On note également que ce mouvement n'est pas fondé sur une certaine structure politique. Il n'appartient à aucune tendance politique et il ne veut pas propager d'idéologie politique. Pour les membres de ce mouvement, c'est la dynamique flexible qui compte.

Les réussites de ce mouvement ont été considérables. C'est avant tout en bravant l'interdit que le mouvement a pu marquer sa présence sur la scène politique. Si ses rassemblements, de plus en plus réguliers, ont rarement dépassé les 200 ou 300 participants, l'idée même de manifester dans la rue son opposition au chef de l'État était impensable auparavant, car la loi d'urgence interdit toute manifestation contre le président et sa famille. Le mouvement s'est donc saisi d'un mode d'action totalement nouveau dans l'Égypte de Moubarak. En effet, ses membres ont brisé la barrière de la peur et ils ont ébranlé la culture de la terreur et de la répression. Il s'agit d'une initiative visant à casser la barrière de l'intimidation.

⁵² Abbass Al-Tarabili, « Soucis égyptiens », *Al Wafd*, 9 octobre 2005. (quotidien arabe)

⁵³ Khalil Al Ānani, « Assez, un phénomène social », publié sur le site Internet du Mouvement égyptien pour le changement, copié du journal *El kods el araby*, 17 mai 2005. (quotidien arabe)

Ils ont formulé des critiques directes envers le président et sa famille, ils ont rendu possible le fait de les critiquer dans la rue et ils ont incité les journaux d'opposition à les critiquer aussi. C'était la première fois dans l'histoire de l'Égypte contemporaine que cela était possible.

Ils ont aussi mis en œuvre de nouvelles bases à la lutte politique, en encourageant de nombreuses tranches de la société civile à descendre dans la rue lors de protestations et de manifestations pacifiques. Ils ont incité plusieurs autres mouvements à s'organiser avec un même slogan (Assez), tel que le Mouvement (les Professeurs pour le changement) étudiants pour le changement, les Avocats pour le changement, Étudiants pour le changement et même les Enfants pour le changement.

Le mouvement a dû mener son action sous surveillance et sous contrôle policier. Sur le terrain, la contestation a pris différentes formes. Dès les premiers rassemblements, en 2004, les manifestants ont été encadrés par des hommes de la Sécurité centrale (Amn markazi), présents en grand nombre.

Malgré cela, nous pouvons donner un exemple de répression du régime contre toute tentative de manifestation : le 25 mai 2005 a été la première journée de répression à l'encontre de ce mouvement, en marge du référendum portant sur l'amendement constitutionnel. Pour Abdel-Halim Qandil, porte-parole de Kefaya, « le 25 mai et le 30 juillet sont des répliques exactes⁵⁴ ». En effet, le samedi 30 juillet 2005, soit deux jours après l'annonce officielle de la candidature de Hosni Moubarak, les manifestants ont payé une fois de plus un prix fort lors d'un rassemblement sévèrement réprimé. Le procédé a été le même dans l'un et dans l'autre cas : des baltaguiyas, hommes de main en civil, ont agressé violemment les militants avec la connivence manifeste de la police. Gamal Fahmi, cadre du mouvement Kefaya, explique que « La répression est liée à la nature autoritaire du régime : il ne peut pas vivre sans. Mais même dans la répression, il n'est pas indépendant. » Quitte à forcer un peu le trait, il explique que « L'État réprime lorsqu'il pense recevoir le feu vert des États-Unis. Puis, il se fait taper sur les doigts, car il est allé trop loin.⁵⁵ »

⁵⁴ Voir <http://www.harakamasria.org>. (site arabe)

⁵⁵ *Ibid.*

À partir de mars 2005, un nouvel élément est venu modifier la façon dont étaient gérées les manifestations : la présence de « contre-manifestants », partisans du président Moubarak. Ceux-ci, d'une part, permettaient de rééquilibrer la place réservée à l'opposition dans les comptes-rendus de la presse ; puisque « la rue » était devenue un point de concentration de l'attention médiatique, il était nécessaire, pour le parti au pouvoir, de ne pas la laisser à l'opposition. D'autre part, le mouvement Kefaya a réussi à obtenir une légitimité populaire et non pas une légalité officielle. Cela dit, il a obtenu le consentement du peuple, qui lui a accordé de s'adresser en son nom et à travers le peuple ; ils manifestaient pour des revendications légitimes, telles qu'assez de la réélection de Moubarak, assez de la falsification de l'opinion publique, assez du chômage et assez du gouvernement corrompu.

Ils ont attiré l'attention d'une tranche de la société qui n'était pas politisée, qui ne s'intéressait pas aux problèmes vitaux de l'Égypte. La nouvelle génération s'est intégrée à ce mouvement, car elle est l'avenir du pays, et à travers cette génération, il y a peut-être une lueur de réforme sur la scène politique.

En effet, on pourrait résumer toutes leur réussites de Kefaya en disant qu'ils ont réussi à attirer le regard du monde arabe et occidental sur ce qui se passe en Égypte, sur l'abus des libertés fondamentales, sur la répression en Égypte et sur le mépris des lois et la violation des simples fondements de la démocratie.

C'est ainsi que ce mouvement a réussi à gagner la sympathie du monde et des partisans des droits de l'homme et de la démocratie.

Il ne peut y avoir de succès sans carences, c'est-à-dire qu'il faut mettre l'accent sur les carences du mouvement qui sont fondamentales dans son organisation même.

Leur présence sur la scène politique et leurs modes d'actions sont souvent contestés, parce que le mouvement n'a pas de projets politique ni de stratégies pour exécuter son programme politique. Cela dit, depuis la montée de Kefaya, ses cadres ne se sont pas attardés à publier l'objectif principal de ce mouvement (non à un nouveau mandat et à une succession héréditaire). Ils se sont surtout attaqués au pouvoir despotique du système politique égyptien,

sans proposer de véritable programme de changement des structures despotiques du système politique, tel que la corruption, le déséquilibre fiscal et autres.

Suite à la déclaration du président Moubarak d'amender l'article 76 et avant les élections présidentielles de 2005, l'action politique du mouvement Kefaya s'est concentrée particulièrement à défendre un seul objectif, qui est la liberté d'expression et la condition essentielle pour des élections présidentielles intègres. Le mouvement a publié, le 26 février 2005, sur son site Internet, le communiqué officiel suivant pour s'opposer à l'amendement à l'article 76 et pour proposer leur vision politique à venir :

Le Mouvement égyptien pour le changement – Kefaya – confirme la réaction positive du président Moubarak, qui a accédé à l'une de ses revendications essentielles, demandant que le choix du président de la République se fasse par un scrutin direct à huis clos, au lieu du système de référendum utilisé jusque-là. Au nom de 3 500 intellectuels et personnalités publiques représentant toutes les catégories et forces nationales du peuple égyptien, signataires du communiqué officiel de Kifaya, nous voudrions à ce propos émettre quelques observations au sujet du projet d'amendement de l'article 76 de la constitution présenté par le président de la République. Premièrement, l'amendement présenté par le président stipule en effet l'abrogation du système de référendum et l'adoption du système de scrutins directs à huis clos entre les divers candidats aux présidentielles. Nous savons que les traditions en vigueur dans les sociétés démocratiques se contentent de garanties sérieuses, personnelles et juridiques, sans forcément exiger l'affiliation à un parti précis ou le soutien des membres du parlement. (...) Deuxièmement, le changement préconisé ne stipule pas des amendements obligatoires qui lui sont afférents, tel que l'amendement de l'article 75 et, en particulier, celui de l'article 77 de la Constitution, article qui libère les mandats du président de toutes restrictions, selon les formules de la Constitution en vigueur. À ce propos, nous avons uni nos voix à celles des autres pour revendiquer l'amendement de cet article, afin de limiter à deux seulement les mandats présidentiels. Troisièmement, cette accession graduelle à la démocratie, vu la complication de la crise égyptienne actuelle, ne nous paraît plus adéquate, et la substitution d'élections présidentielles à un référendum s'avère positive mais garde un aspect formel, aléatoire, d'une efficacité très discutable, si elle n'est pas accompagnée d'une liberté d'expression, de l'abolition de l'état d'urgence, de la libération de tous les prisonniers politiques, de la formation libre des partis, du droit de publication des journaux, du droit de rassemblement, de faire la grève, de manifester, d'organiser des sit-in pacifiques, et toutes les autres libertés connues de la démocratie. Quatrièmement, on ne peut garantir l'intégrité des élections en Égypte, et en premier lieu les élections présidentielles, que si elles s'effectuent sous la supervision d'un corps de magistrats (avec à sa tête le président de la Haute Cour constitutionnelle, et avec la participation du président de la Cour de Cassation, du président du Conseil d'État, du président de l'Assemblée des magistrats, et du président de l'Assemblée du Conseil d'État). Cinquièmement, on ne peut imaginer la tenue d'élections exprimant la volonté du peuple égyptien en la présence d'une telle interférence entre le parti gouvernant et les

institutions de l'État, et il est urgent, afin d'établir un climat propice et d'assurer l'intégrité des élections, loin de toute diffamation, de procéder à la création d'un gouvernement neutre, bien avant la tenue des élections présidentielles. Le mouvement égyptien pour le changement – Kifaya – est décidé à poursuivre sa lutte en vue de réaliser ses objectifs légitimes et déclarés, et il invite tous les fils du peuple à prendre part à sa lutte pacifique pour obtenir une réponse positive à ses revendications, qui, en substance, se réfèrent à nos droits les plus élémentaires de citoyen.⁵⁶

Les cadres du mouvement ont attendu deux ans pour publier, en janvier 2006, un cahier intitulé *Vers une nouvelle décennie politique/sociale*, qui propose leurs visions politiques et stratégiques à venir pour un changement pacifique en Égypte.

Nous croyons donc que le mouvement Kefaya devrait lancer une initiative afin de renforcer le dialogue national entre les différentes forces d'opposition existant sur la scène politique et dans la société civile. Ce projet initiateur national pourrait assurer au mouvement la longévité, car ce projet favoriserait une large participation de la société dans son ensemble et encouragerait les perspectives de changement. Le changement pacifique en Égypte nécessite beaucoup d'efforts pour faire face à l'effondrement de l'édifice de l'État, à l'effritement de la société, au radicalisme religieux et à la détérioration du secteur de la plupart des services publics.

1.3 Rien n'a changé

À travers cette analyse des positions des différentes forces politiques en Égypte, on peut conclure que toutes ces positions ont touché le pouvoir en place et l'ont poussé à adopter un amendement superficiel qui ne garantit pas une réforme politique, car en fin de compte, cet amendement mène à deux résultats : en premier lieu, il garantit que l'opposition ne recommandera plus d'autres changements à la constitution égyptienne avant les élections présidentielles de 2005. En deuxième lieu, les forces d'opposition rivales devaient s'unir et braquer leurs épées contre un seul adversaire politique commun, qui est le régime politique qui règne depuis 24 ans, au lieu de s'en prendre les uns aux autres.

⁵⁶ Voir <http://www.harakamasria.org>. (site arabe)

En troisième lieu, cet amendement superficiel de l'article 76 de la constitution égyptienne garantit automatiquement l'ascension du fils du président, Gamal Moubarak, aux prochaines élections présidentielles de 2011. Celui-ci est le vice-président du Parti national démocrate, qui jouit toujours de la majorité des sièges à l'Assemblée du peuple et à l'Assemblée de la consultation en Égypte. Bref, les gagnants de cette bataille politique ne sont que le régime autoritaire de Moubarak, qu'incarne le parti national démocrate, et la confrérie des Frères musulmans, qui a pu réussir à attirer de nombreux partisans, tandis que les perdants sont les partis d'opposition formels et informels, puisque rien n'a changé malgré toutes les mobilisations et toutes les manifestations. Le dialogue national n'a jamais eu un impact positif sur l'avancée du processus de démocratisation, et cette bataille a mis l'accent sur les divergences et les différences, au lieu de les placer sur les alliances et les processus d'action politique communs qui aspirent au changement concret.

CHAPITRE II

LA QUESTION DE LA RÉFORME POLITIQUE EN ÉGYPTÉ : LE DÉBAT SE POURSUIT

2.1 Introduction

Pendant l'année 2005, l'Égypte a vécu une conjoncture politique particulièrement intense dont témoigne cette étude. La première élection pluraliste du chef d'État dans l'histoire du pays depuis son indépendance en 1952, cet événement a attiré l'attention internationale, qui n'a pas manqué de poursuivre le débat sur la réforme politique de ce pays.

En décembre 2004, trois représentants de la « société civile » avaient annoncé leur candidature contre le président Hosni Moubarak (deux hommes et une femme, le sociologue et activiste politique D^r Saad El Dine Ibrahim, l'homme d'affaire Mohamed Farid Hassanein et l'écrivaine Nawal El Saadawi). L'idée de tenir des élections présidentielles n'était pas encore à l'ordre du jour, mais le 26 février 2005, le président a demandé au parlement d'étudier un projet d'amendement de l'article 76 de la Constitution, pour organiser une « véritable élection présidentielle », c'est à dire avec plusieurs candidats.

Cause ou effet, l'initiative présidentielle de l'amendement de l'article 76 de la constitution égyptienne est un événement clé de l'année 2005, tant pour l'évolution politique égyptienne que pour les analyses qui en ont été faites. La presse, les acteurs politiques, l'Égyptien « moyen » et les experts nationaux et internationaux se sont interrogés sur la signification de cette réforme constitutionnelle, pour savoir si cela était suffisant pour combler le déficit démocratique en Égypte. La presse progouvernementale n'a pas hésité à voir dans la date du 26 février une « fête de la démocratie⁵⁷ ». À l'unisson, l'opposition égyptienne et plusieurs

⁵⁷ Voir *Al Ahram*, 27 février 2005. p.1. (quotidien arabe)

pays étrangers ont salué le discours présidentiel. Enfin, les analystes politiques ont été agréablement surpris par ce pas. S'ils sont restés attentifs à « la véritable volonté de changement ⁵⁸ », ils n'ont pas manqué de spéculer sur les possibilités d'un « faux printemps égyptien ⁵⁹ ».

Pour certains analystes, l'amendement constitutionnel a été le motif pour réfléchir de façon explicite ou implicite en termes de changements politiques et des possibilités de « démocratisation ». Un rapport d'International Crisis Group commence par le scénario d'un « faux printemps égyptien ⁶⁰ » pour désigner la période qui suit le 26 février : « a Season of Dillusionment ⁶¹ ». La réforme constitutionnelle, les manifestations de Kefaya dans le centre-ville du Caire contre toute transmission « dynastique » du pouvoir et la liberté d'expression dans la presse sont apparues comme une « ouverture » du régime autoritaire égyptien. Ces signes d'ouverture ont aussitôt été suivis par des « contrecoups ⁶² », comme la préparation unilatérale de l'amendement constitutionnel par le PND, les irrégularités du référendum de la fin de mai 2005 ou l'intervention violente des forces de sécurité contre les manifestants de Kefaya et l'opposition égyptienne. La tenue d'élections présidentielles et parlementaires dans la deuxième moitié de l'année laisse cependant beaucoup de place à la spéculation. Les élections parlementaires en novembre et décembre 2005 ont créé des conditions de réchauffement de la vie politique ; la plupart des observateurs les considèrent comme la véritable épreuve du feu pour toutes les promesses du régime ⁶³. Pourtant, quand les élections

⁵⁸ Abu Taleb, Hassan., « A peaceful coup », *Al Ahram Weekly*, 3-9 mars 2005, n° 732.

⁵⁹ Guibal, Claude, « Le faux printemps égyptien », *Libération*, 7 octobre 2005.

⁶⁰ Reforming Egypt: In search of a strategy. 2005. Middle East/North Africa report n° 46. *International crisis group*. Cairo/Brussels, 4 octobre.
<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=3718&l=1>

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Hassan Abu Taleb, « A peaceful coup » *Al Ahram Weekly*, 3-9 mars 2005, n° 732.

⁶³ Les pronostics sur les élections parlementaires prévoyaient un succès relatif pour les partis de l'opposition laïque tels que les Partis El Ghad et El Wafd, mais pas pour les Frères musulmans. Dans l'éventualité d'une telle victoire, Hamzawy pronostiquait : « a new stage of political change », au cas où Moubarak demanderait à son gouvernement de négocier des mesures de réforme avec les forces de l'opposition laïque. Voir Amr Hamzawy, « Opposition in Egypt: Performance in the Presidential

parlementaires rompent avec les attentes de transparence et qu'elles atteignent un degré de violence comparable à celles de 1995 et de 2000, personne ne s'attarde plus sur « l'ouverture » du régime égyptien. Le débat est remis à 2010, d'autres sujets – à savoir la « victoire » des Frères musulmans – dominent l'agenda politique.

La « démocratisation » est-elle un des ratés de cette année ? Le constat des attentes implicites et des possibilités de démocratisation est encore présent, même si les tentatives de recherche sur la recomposition de l'autoritarisme en Égypte ont dorénavant pris le pas sur la quête de la démocratisation. Une lecture de ce type d'analyse en termes de conjoncture politique actuelle montre à quel point la recherche des ratés est une entreprise audacieuse dans le cadre de l'écriture d'une étude sur le cas de l'Égypte et de la réforme politique qui est en cours. C'est pourquoi, l'Égypte, en 2005, a ainsi connu de très courtes phases de « libéralisation » et d'autoritarisme. L'Égypte est passée par plusieurs cycles à de très courts intervalles du processus de réforme politique (de trois à six mois environ).

Dans cette partie, notre attention portera en premier lieu sur la lecture des agendas de la réforme politique des candidats qui se sont présentés aux élections présidentielles de 2005, ces derniers étant dans une phase de préparation électorale avec des programmes et des agendas de réforme différents qui méritent l'observation et l'analyse. En deuxième lieu, nous proposons une classification du système politique en Égypte et une lecture par les intellectuels de la réforme politique. Nous essayerons de répondre aux questions suivantes : Quels sont les perspectives d'avenir de la réforme politique en Égypte ? L'amendement à l'article 76 de la Constitution égyptienne constitue-t-elle un nouveau pas permettant l'avancée du processus démocratique en Égypte ? En troisième lieu, on identifie les pistes de réforme politique concrètes proposées en Égypte. Nous cherchons à voir si cette opposition politique est constructive à partir des agendas de réforme proposés ou si la faiblesse de ces partis a produit des agendas de réforme sans fondement politiques, économiques et sociaux ? Le gouvernement égyptien est-il disposé à aller plus avant dans la question des réformes politiques et de la démocratisation, suite à la réélection de Moubarak en 2005 et à ses promesses lors de la campagne électorale ?

2.2 L'identification et la lecture des agendas de la réforme politique des principaux acteurs de la scène politique égyptienne

L'élection présidentielle du 7 septembre 2005 a été précédée par une campagne de trois semaines – durée fixée par la loi n. 174/2005 sur l'organisation de la première élection présidentielle pluraliste, qui débute le 17 août 2005 pour les dix candidats retenus par Le comité de l'élection présidentielle (CEP). Cette durée est jugée insuffisante par la majorité des candidats, essentiellement parce qu'ils sont inconnus du public, même s'ils sont tous présidents de partis politiques reconnus. Les trois protagonistes, Hosni Moubarak (PND), Noamane Gomaa (Neo-Wafd) et Ayman Nour (Al Ghad) mis à part, les sept autres candidats sont des présidents de partis politiques méconnus, voire des partis « éprouvettes⁶⁴ », c'est-à-dire que ces partis ont été créés artificiellement et sans aucun enracinement profond dans la réalité politique égyptienne.

Nous identifions, à travers les tableaux suivants, les différents agendas de réforme que proposent les principaux candidats à la présidence, d'une part, et d'autre part, nous présentons la conclusion de ces divers agendas. Ensuite, nous expliquerons pourquoi le programme de réforme de Moubarak est apparu le plus crédible auprès du citoyen égyptien ?

⁶⁴ Comme Fahmy Howeidy les qualifie dans le quotidien *Al Ahram*, le 13 septembre 2005. (quotidien arabe).

Tableau 2.1
 Comparaison des différents agendas de réforme proposé par
 les principaux candidats à la présidence en 2005

Nom des acteurs politiques et leur tendance politique	Bref aperçu	Plan d'action et de réforme
Parti néo-Wafd (libéral)	Noamane Gomaa est le président du parti Neo-Wafd. C'est lui qui a recréé ce parti en 1978, après 25 ans d'interruption d'activités. Sous-secrétaire, puis vice-président, il est désigné président du néo-Wafd en <u>2000</u> .	Le slogan de la campagne présidentielle « On étouffe » ⁶⁵ , la réforme politique avec amendement de la constitution. Limiter le pouvoir exécutif du président de la République. Abolition de l'état d'urgence. Annulation des lois exceptionnelles. Liberté du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Réforme des listes électorales. Formation d'un gouvernement impartial capable de gérer les élections législatives. Inclure les citoyens dans la prise de décisions. Favoriser l'exercice des droits politiques. La liberté de fonder des partis politiques. La diminution des dépenses gouvernementales. L'interdiction du gaspillage et des projets non-étudiés, afin de verser ces fonds publics au service des ouvriers et des démunis.
Parti Al-Ghad (demain) libéral	Ayman Nour est le président du Parti libéral Al-Ghad. Fin 2004, il fonde son parti Al-Ghad, qui a été accepté par le régime égyptien, alors que toutes les autres demandes de fondation de partis ont été rejetées. Aujourd'hui, il est poursuivi en justice pour falsification de procurations nécessaires à la création du parti. Nour est vu comme le candidat des Américains qui plaident pour sa cause auprès du gouvernement égyptien.	Le slogan de la campagne présidentielle « L'espoir et le changement » ⁶⁶ . Il dresse le programme d'une période transitoire qui dure 24 mois. Lutter contre la corruption et la bureaucratie est le pilier de son programme électoral. L'indépendance du pouvoir judiciaire. Abolition de l'état d'urgence. Favoriser l'exercice des droits politiques et de la participation politique au niveau des écoles et des universités. Libération des détenus politiques. Liberté de presse. Résolution de la crise du chômage.
Parti Misr Al arabi al Ishteraky (L'Égypte arabe socialiste)	Wahid Al-Oqsori, président du parti Misr Al-Arabi (socialiste). En 1995, il a été désigné comme secrétaire général du	Son plan d'action se base sur ce qu'il appelle la formation de l'homme à travers : l'enracinement de la démocratie et des valeurs patriotiques, religieuses et nationales. Limiter le mandat

⁶⁵ Voir dossier de la campagne présidentielle : <http://www.alwafd.org>. (quotidien arabe)

⁶⁶ Le journal officiel du Parti Al Ghad, le 24 août 2005. (quotidien arabe)

<u>gauche</u>	parti. En 2004, il est devenu président du parti.	présidentiel à deux termes, dont chacun dure 5 ans. Encourager la bonne gouvernance, lutter contre la corruption et l'amendement des lois de la création des partis politiques, liberté de presse et la libération des détenus politiques. Résolution de la crise du chômage. En tant que socialiste, éliminer les différences entre les classes sociales et augmenter le revenu des citoyens. Retour au secteur public qui a disparu au profit de la privatisation. Retour à l'unité arabe. Créer un ministère de l'Union arabe.
Al Wifaq al-qawmi (L'entente nationale) <u>gauche</u>	Réfaat Al-Agroudi, président du parti Al-Wifaq al-qawmi (Entente nationale) en 2004.	La réalisation du maximum d'échanges économiques entre les États arabes et recréer l'unité arabe. La lutte contre la corruption et la hausse des prix. Mettre un terme à la privatisation pour résoudre la crise du chômage.
Misr 2000 <u>libéral</u>	Fawzi Ghazal est le président et fondateur du parti Misr, en 2000.	La participation totale de tous les citoyens au pouvoir, la séparation de la police et de la sécurité nationale du ministère de l'Intérieur pour qu'elles dépendent directement du président de la République, aussi bien que l'indépendance des médias. Modifier la répartition administrative des gouvernats pour que chacun dispose d'un lopin de terre agricole. L'exploitation des ressources du pays.
Al dostor al igtima'i (parti constitutionnaliste social) <u>gauche</u>	Mamdouh Al-Qinawi président et fondateur du parti, en 2002.	Établir une nouvelle constitution. L'abolition de la Loi sur l'état d'urgence. Libération des détenus politiques. Refus de l'état actuel des relations égypto-israéliennes et égypto-américaines, qui ont fait de l'Égypte un pays dépendant de Washington.
Parti Al Takaful (parti de la solidarité) <u>gauche</u>	Ossama Chaltout, président du parti Al-Takafol. Ce parti a été fondé en 1995.	Résoudre le problème du chômage, auquel il se donne un an pour y mettre fin et la politique extérieure. Résoudre la question palestinienne.
Parti Al itihad al democracy (l'union démocratique) <u>gauche</u>	Ibrahim Tork, chef du parti. Ce parti a été fondé en 1990.	Son programme de réforme se base sur la réforme économique qui mènera à la réforme politique. Le retour à la décision 57 de l'année 1952 qui stipule que les terres agricoles devraient appartenir aux paysans qui la cultivent et non pas aux propriétaires. L'éducation occupe aussi une partie de son programme, il insiste sur la gratuité de l'enseignement. L'université serait pourtant payante, tout en développant l'enseignement artisanal.

<p>Parti national démocratique (PND) <u>Le parti du gouvernement</u></p>	<p>Le président Hosni Moubarak est le chef du parti. Le PND est le parti du gouvernement. Le PND est fondé par le président Anouar al Sadate, en 1978.</p>	<p>Le slogan de la campagne présidentielle : « le leadership... et la traversée vers l'avenir ». Le programme de réforme consiste à créer une société moderne, voire « une société démocratique, avec un multipartisme et une défense des droits de l'homme et de l'état de droit », et ceci dans le cadre des « réformes économiques ». Remplacer l'état d'urgence en vigueur dans le pays par une nouvelle loi antiterroriste. Les principaux chantiers de réforme sont divisés en six volets ayant pour titres généraux : 1- Citoyen libre dans un pays démocratique : Ce programme est divisé en trois volets : la réforme constitutionnelle, la réforme législative ainsi que la liberté d'opinion et d'expression. 2. Nos jeunes travaillent. Ce projet consiste à créer quatre millions et demi d'emplois pour les chômeurs, en créant plusieurs autres projets tels que Mille usines, Nouveau village, Tourisme en Égypte, etc... 3. Ta vie est meilleure. Ce programme vise à améliorer la vie des Égyptiens à travers des projets tels que Projet pour la santé, pour l'enseignement, pour l'habitat. 4. Assurance d'aujourd'hui et de demain. Ce projet consiste à améliorer le niveau des revenus et à hausser les salaires. 5. Égypte forte et sûre. Ce programme prévoit de donner à l'Égypte un rôle de leader régional et une influence à l'international. Six axes se dégagent : soutenir la construction de l'État palestinien, la complémentarité avec le Soudan, la solidarité avec l'Iraq pour sa stabilisation, la réactivation du système arabe, l'approfondissement de la coopération économique avec les grandes puissances en faveur de l'économie égyptienne et le renforcement du rôle de l'Égypte sur le continent africain. 6. Avec toi dans tes ambitions. Ce programme est divisé en quatre projets : la prise en charge de tes enfants est notre responsabilité, apprendre toujours, possède ta maison et un meilleur niveau de vie.⁶⁷</p>
---	--	--

À l'analyse des différents programmes politiques des partis politiques officiels, on constate que la plupart de ces programmes de réforme se sont concentrés sur le « gagne-pain » des Égyptiens. Cette expression désigne les différents aspects qui touchent les questions vitales quotidiennes : la nourriture, le chômage, le logement et la santé.

La plupart de ces programmes ont abordé d'une manière marginale des questions politiques sans vraiment préciser le mécanisme de démocratisation de l'Égypte, tels que : la libération

⁶⁷ Voir le programme électoral de Moubarak à l'adresse suivante : <http://www.mubarak2005.com>

de la presse, les médias, les détenus politiques, l'amendement aux lois de la constitution égyptienne, etc.

Ces agendas de réforme ont négligé des questions importantes, telles que : la culture qui est le pilier de toute pensée politique ; la réforme du discours religieux, c'est-à-dire un discours religieux tolérant qui serait moins radical ; introduire une séparation et un équilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le juridique ; l'autonomie du pouvoir législatif, en le séparant complètement du pouvoir exécutif ; soumettre le gouvernement au contrôle parlementaire et à l'opinion publique ; autoriser la présence des partis politiques les plus faibles à l'Assemblée législative, au parlement. La plupart des programmes ont peu ou n'ont pas abordé la question du respect des libertés fondamentales, la question de la participation politique des femmes, la question des coptes et de leur participation à la vie politique ; la question de la politique étrangère de l'Égypte et l'élection d'un vice-président ; le dialogue national entre les différentes forces politiques et la société civile, et enfin, l'unité de l'opposition dans sa lutte contre le parti au pouvoir (le PND).

Comment expliquer que Moubarak a remporté les élections présidentielles en 2005, et non pas un candidat d'un autre parti ? Nous avons déjà souligné la faiblesse des candidats appartenant aux partis « éprouvettes » : « Given Mubarak's long, and relatively stable rule, the decades of constraints on open political debate, and the weakness of the opposition, Mubarak could probably comfortably win even a completely free and fair election this year.⁶⁸ » L'explication relève, semble-t-il, du programme plus concret de réforme proposé par le président Moubarak. Il utilise un discours familier et simple, afin de pouvoir s'adresser à un large public, qui dans sa majorité est analphabète. Il se concentre sur les accomplissements des vingt-quatre dernières années et met de l'avant, dans son programme, des chantiers de réforme qui s'adressent essentiellement à la classe moyenne égyptienne. Il lui promet l'amélioration de son niveau de vie et l'augmentation de son pouvoir d'achat.

⁶⁸ Cofman Wittes, Tamara. 2005. « The 2005 Egyptian elections: How free? How important? » Saban Center Middle East Memo, n° 8, 24 août.
<http://www.brookings.edu/views/papers/wittes/20050824.htm>

C'est pourquoi l'opposition, sceptique à l'égard de ce projet électoral, se demande si « le "candidat" Moubarak réparera ce qu'a abîmé le "président" Moubarak »⁶⁹, alors que les partis d'opposition ont peu traité de ces questions de gagne-pain et, lorsqu'ils l'ont fait, ils n'ont pas proposé de méthodes concrètes pour mettre en œuvre ces réformes.

Cécile Hennion nous explique, dans une interview au quotidien *Le Monde*, les atouts du président Moubarak qui l'ont beaucoup aidé lors des élections présidentielles de 2005 :

Hosni Moubarak a tous les atouts. Il est président depuis vingt-quatre ans, après avoir été vice-président pendant six ans. Il possède donc le pouvoir. Il possède aussi de nombreux moyens, dont les médias, qui sont en majorité des médias officiels. Il possède également un parti extrêmement puissant, le PND (Parti national démocrate), donc lui aussi au pouvoir depuis vingt-quatre ans, qui dispose d'une organisation extrêmement rodée, autant dans la communication que pour ameuter les partisans, les électeurs éventuels.

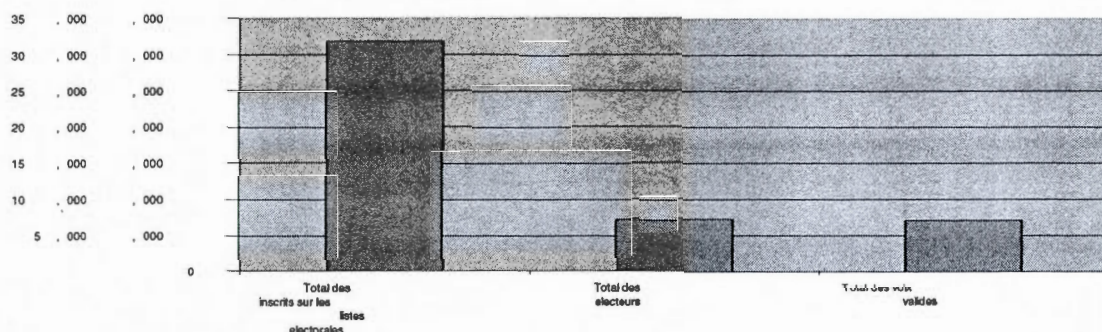
Moubarak dispose aussi de la police et de tous les moyens de pression étatique imaginables. Par ailleurs, en ces temps de menace islamiste, Hosni Moubarak est sincèrement considéré par de nombreux Égyptiens comme le seul homme suffisamment puissant pour pouvoir enrayer la menace.⁷⁰

Le résultat des élections présidentielles de 2005, à partir du diagramme suivant, montre que le taux de participation est très faible (22,95 %) pour un total d'inscrits sur les listes électorales de 31 826 285 aux élections présidentielles de 2005. Cela prouve l'échec de la campagne présidentielle. Quelle conclusion pouvons-nous tirer de ce taux de participation ? Malgré le nombre élevé des promesses et du caractère très concret de celles-ci, le citoyen égyptien ne s'est pas prévalu de son droit de vote pour l'avenir de son pays. Cela dit, les faibles résultats de tous les candidats à la présidentielle, sauf Moubarak, revêtent une signification importante. Il semble qu'il soit dans la culture du citoyen égyptien d'ignorer le processus électoral, d'appuyer le candidat qu'on connaît plutôt que celui qu'on ne connaît pas. De plus, cette culture est fortement marquée par une forme de défaitisme : (Il n'y a aucun moyen de changement.)

⁶⁹ *Al Doustour*, 31 août 2005. (quotidien arabe)

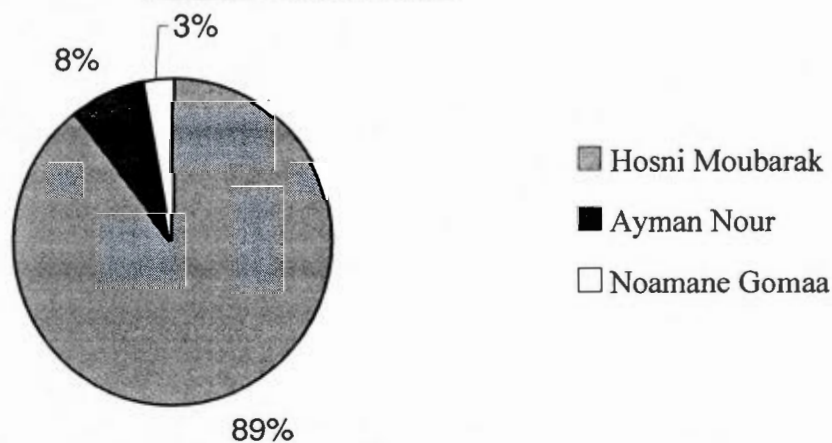
⁷⁰ Cécile Hennion, « Égypte : une vraie démocratie ? », septembre 2005. L'intégralité du débat avec Cécile Hennion, envoyée spéciale du *Monde* en Égypte, mardi 6.

Au niveau des autres partis politiques, ces résultats (moins de 3 % de tous les votes) marquent leur incapacité à mobiliser les électeurs, particulièrement ceux qui sont attirés par les réformes d'ouverture politique et de changement constitutionnel.⁷¹



Pour les scores des différents candidats :

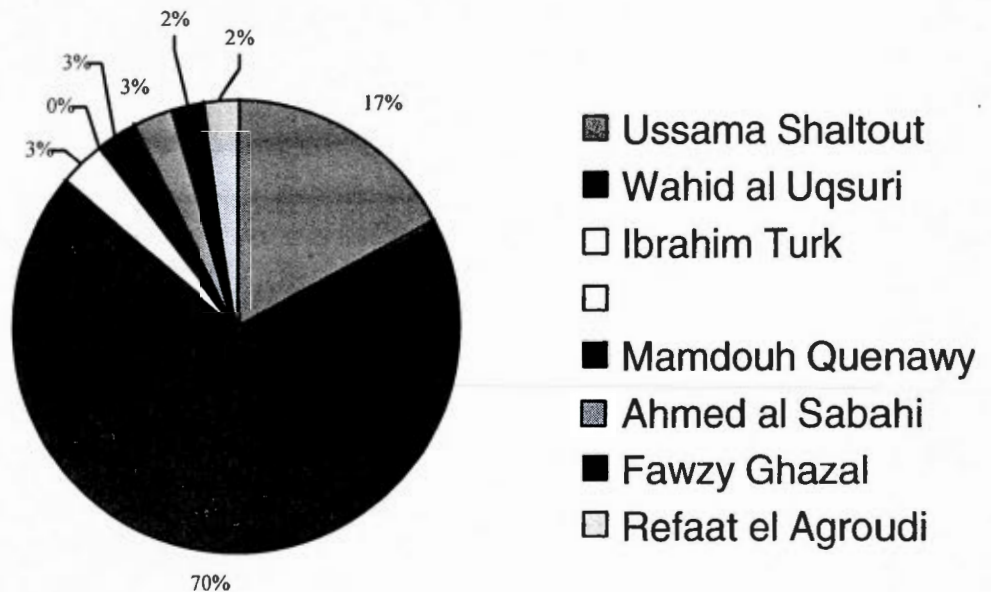
Total des voix valides (Moubarak, Ayman Nour et Noamane Gomaa)



Les sept autres candidats n'ont pas obtenu 1 % des voix :

⁷¹ Le boycott des électeurs de l'élite politique à l'aube des élections présidentielles de 2005.

Total des voix valides des sept candidats



Étant donnés les résultats de l'élection, la très faible participation des électeurs égyptiens et le peu d'appui des partis d'opposition, il s'agit d'une victoire mitigée de Moubarak. Il faut se demander quelle analyse on peut tirer de cette élection ? Est-ce que, comme le prétend Moubarak, il s'agit d'un appui à son programme de réformes ou, au contraire, la preuve du manque de démocratie dans la société égyptienne ?

2.3 Lecture analytique par les intellectuels égyptiens de la réforme politique

Nous caractériserons le système politique égyptien, afin de mieux comprendre comment les différents acteurs du système politique en Égypte voient la démocratie, d'une part, et la réforme du système politique, d'autre part.

En premier lieu, l'Égypte est une République, ce n'est pas une démocratie. Quelle différence y a-t-il entre « République » et « démocratie » ? Nous mentionnons brièvement cette différence, tout en soulignant que le régime politique égyptien conserve un caractère très autoritaire.

Bien que proches historiquement, les termes « démocratie » et « république » ne sont pas synonymes. L'un comme l'autre font du peuple le souverain. Mais, dans une république, les gouvernants sont censés agir en fonction de ce qu'ils considèrent, au nom de l'État, être les besoins et les intérêts du pays et de la nation. Les élus d'une démocratie reflètent plus directement les aspirations des électeurs qui ont élu ces dirigeants. La démocratie est donc un type de gouvernement où l'autorité émane du peuple. Elle peut présenter des aspects variés d'un pays à l'autre, mais avant toute chose, les citoyens y naissent libres et égaux en droit. L'importance d'aborder la question de la démocratie réside dans le fait qu'elle répond bien à la problématique concernant le plan d'une réforme politique en Égypte.

Des quelques contributions d'auteurs égyptiens qui ont qualifié le système politique égyptien, on remarque que certains le qualifient de différentes façons qui nous mènent à notre propre analyse de ce système politique en particulier.

Bahgat Korany, dans son article intitulé « Restricted democratization from above : Egypt », distingue quatre définitions possibles du concept de démocratie en Égypte, à l'aide de différentes visions des principaux acteurs politiques en Égypte :

« Egypt's long history has left complexity and diversity in its state-society relations. Indeed, there exist four distinct Egyptian conceptions of democracy: 1-The secularists, who defend a reinstallment of the mode of liberal democracy that existed in Egypt before the 1952 army takeover. 2- The Islamic fundamentalists, who advocate a return to purely Islamic principles as the only way to authenticity. 3- The "social democracy prerequisite" school, which thinks that political or liberal democracy is a misnomer if it is not based on,

or even produced by, social democracy. 4- The neo-Islamists, who do not contrast Islam with a liberal democracy conceived of as a purely Western innovation but rather try to show that these two are not incompatible and that a combination is possible.⁷² »

D'après l'auteur, ces principaux acteurs politiques sont les « sécularistes », les fondamentalistes islamistes, les socialistes et les néo-islamistes. D'après lui, les sécularistes défendent le modèle libéral de l'Égypte libérale d'avant 1952 et aspirent au rétablissement de ce système.

Les fondamentalistes islamistes tentent d'atteindre un but commun, soit la création d'une société (État) véritablement islamique dans laquelle ils pourront vivre sous un régime guidé par les règles de leur foi, telles que les codifie la loi islamique (la Charia).

Pour les socialistes, la démocratie devrait être fondée sur la société civile (le social), avant la politique ou le point de vue économique.

Pour les néo-islamistes, les idéologies importées (démocratie, socialisme, communisme, libéralisme, nationalisme) sont considérés, soit comme des échecs là où elles ont été mises à l'essai, soit qu'elles sont jugées indésirables là où elles ne l'ont pas été, du fait qu'elles préconisent des politiques non islamiques ou qu'elles semblent autrement incompatibles avec les normes islamiques. Ces politiques importées sont possibles seulement quand il existe des points communs entre elles et les normes islamiques.

C'est pourquoi le conflit entre ces visions continue en Égypte jusqu'à aujourd'hui et que l'auteur conclut son article en qualifiant le système politique égyptien d'immature démocratique : « Egypt remains a maturing rather than a mature democracy⁷³. »

Une autre vision du système politique en Égypte, celle-ci d'un sociologue politique égyptien, le D' Saad Eddine Ibrahim, qualifie le système Moubarak de tyrannie éternelle et de système pharaonique, où Moubarak est le Pharaon qui refuse de quitter la présidence du pays depuis

⁷² Bahgat Korany, « Restricted Democratization from Above: Egypt », Brynen, Korany, and Noble, eds. *Political Liberalization and Democratization in the Arab World: Theoretical Perspectives*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1995.

⁷³ *Ibid.*

24 ans. D'après lui, Moubarak a entraîné le pays dans une décadence de sa vie politique, à cause de ses lois restrictives et à cause de l'état d'urgence qui y règne depuis 1981 : « Today the public mood among Egyptians is to prepare for an Egypt without the ailing Pharaoh Mubarak, or any other pharaoh. They want no more than to elect a human being as president – for a limited term in office.⁷⁴ » Il a qualifié le régime politique de « gouvernement qui a une apparence démocratique », mais qui est en réalité une dictature et une monarchie dans un concept qu'il a nommé (Al goumloukia) en arabe, où l'accession au pouvoir est un processus héréditaire, c'est-à-dire en Égypte, que c'est le fils cadet de Moubarak qui régnera après lui.

« Hereditary succession is evident from Libya to Egypt, Lebanon, Yemen and beyond, in both republics and monarchies where family influence maintains a grip on many aspects of governance and public life (...) But in the Middle East, the family tradition is so widespread that Egyptian sociologist Saad Eddine Ibrahim recently came up with a new Arabic expression: “al-goumloukia,” combining the words for “republic” and “monarchy” to indicate a form of government that appears to be democratic but is in fact ruled by a monarchical structure.⁷⁵ »

Mme Tamara Cofman Wittes, analyste politique, qualifie le système politique égyptien d'héréditaire, parce que Moubarak souhaite appliquer ce régime politique à l'Égypte, comme si le pays était son royaume, et la famille royale celle de M. Moubarak et de ses descendants :

« But a closer look at Mubarak's nearly Pharonic reign shows that his genius is not for grand gestures. It's for riding the waves of a turbulent region and emerging on top, if never in brilliant style. Seen in this light, Saturday's move is less a big shift in response to mounting internal and external pressures than a hard-nosed concession designed to strengthen and lengthen his waning days in office while he prepares the ground for his ruling party to carry on without him—possibly with his son at its *helm*.⁷⁶ »

Helm, c'est le rêve de Moubarak de voir son fils Gamal Moubarak président de l'Égypte en 2011. Ces descriptions du système politique en Égypte montrent qu'il s'agit d'un système

⁷⁴ Saad Eddine Ibrahim, « Mubarak, the Pharaoh », *Wall Street Journal*, 15 juillet 2004.

⁷⁵ Hassen Zenati, « Politics is a family affair in Arab world », *Middle East online*, 8 août 2005.
<http://www.middle-east-online.com/english/?id=14220>

⁷⁶ Cofman Wittes, Tamara, « Hosni Mubarak: Elections Or No, He's Still Pharaoh », *Slate*, 3 mars 2005.
<http://www.brookings.edu/views/op-ed/fellows/wittes20050303.htm>

politique autoritaire, et pour certains même, d'une dictature qui a toute l'apparence d'une République, mais cela est tout à fait contraire à la réalité, puisque le règne de Moubarak continue depuis 1981 jusqu'à aujourd'hui.

Il est essentiel aussi, après la présentation par ces auteurs du système politique égyptien, de montrer les visions de réforme politique en Égypte et de voir comment plusieurs intellectuels les envisagent, en particulier depuis que Hosni Moubarak a décidé d'amender l'article 76 de la constitution du pays pour autoriser plusieurs candidats à concourir à l'élection présidentielle.

En premier lieu, nous présentons la vision libérale du sociologue Saad El Dine Ibrahim, qui commente, dans son article « Uniting against tyranny-as-usual on the Nile », la décision surprise du président Hosni Moubarak de proposer un amendement constitutionnel autorisant des élections présidentielles directes et concurrentielles. Pour Ibrahim, cet amendement pourrait bien constituer un pas de géant pour la démocratie en Égypte et dans le monde arabe.

« The surprise decision by Egyptian President Hosni Mubarak to propose a constitutional amendment that would allow direct and competitive presidential elections may be a giant step for democracy in Egypt and the Arab world. Westerners used to pluralistic democracy may find it hard to understand what a potentially huge shift this will be in a country accustomed to military rule for over 50 years.⁷⁷ »

Il affirme également que le peuple fait entendre sa voix en Égypte. Toutefois, il précise que l'opposition informelle (la confrérie des Frères musulmans) et le mouvement de contestation Kefaya veillent à ce que les changements constitutionnels soient concrets, et que le président Moubarak abolisse l'état d'urgence :

The government's heavy-handed behavior reinvigorated the homegrown *Kefaya* (Enough) movement, which has demanded an end to the Mubarak regime. Suddenly the popular wisdom that Egyptians are passive and afraid to act did not seem to be holding up. An alliance of local, regional, and international forces is uniting against tyranny-as-usual on the banks of the Nile. The recent wave of popular pressure appears to have shaken the regime. Only a month ago, Mubarak dismissed demands for constitutional reform as "futile." But, whatever combination of events brought about his change of

⁷⁷ Saad Eddine Ibrahim, « Uniting against tyranny-as-usual on the Nile », *Daily Star*, 3 mars 2005.

heart, election initiative should be welcomed. It is a necessary – but insufficient – first step for overhauling Egypt's stagnant political system.⁷⁸

Ibrahim poursuit en disant que Moubarak devrait s'engager à ce qu'aucun président ne puisse obtenir plus de deux mandats de cinq ans. Si elle est bien mise en place, cette réforme peut s'inscrire dans un printemps arabe de la liberté :

« Moubarak should also endorse a limit of no more than two successive five-year terms for any president. Equally necessary are confidence-building measures, including open and equal access to the media, which are now state-controlled. I have announced that I intend to contest this upcoming presidential election as a way of opening debate on these essential reforms (...) If seriously implemented, these steps will transform Mubarak's legacy. Along with events in Lebanon, Iraq, and Palestine, it may well usher in an Arab spring of freedom, one long overdue.⁷⁹ »

Voyons maintenant la vision conservatrice de réforme de la confrérie des Frères musulmans, qui est intéressante, mais qui ne précise pas la stratégie de mise en oeuvre de cette réforme. Essam El-Erian, l'un des principaux porte-parole des Frères musulmans, insiste beaucoup, dans son article « Towards the renaissance », sur les fondements religieux de son programme et sur sa volonté de réformer d'abord l'Égypte ainsi que tout le monde arabo-musulman sur la base de l'islam, sans pour autant exclure les chrétiens (référence à la communauté copte en Égypte). D'après lui, les réformes en Égypte ont été trop longtemps repoussées : il ne faut toutefois pas craindre un faux espoir quand elles arrivent enfin. Cela fait trois quarts de siècle que les Frères musulmans réclament une évolution graduelle et pacifique. Une fois que l'atmosphère psychologique, culturelle et intellectuelle s'y prêtera, nous pourrons mettre en œuvre ce qu'ils espèrent pour la région : une formidable Renaissance, fondée sur le grand Islam, mais bénéficiant à tous, chrétiens comme musulmans :

« Reform in Egypt has been delayed for a long time. When its propitious signs first appeared on the horizon, some were filled with legitimate anxiety and fear the sources of which are understood. In my opinion, however, this reaction should not impede the fetter-free advancement of reform so that its process can be completed. I believe that such fears will dissipate like mist once the sun of freedom and reform rises (...) What we have

⁷⁸ Saad Eddine Ibrahim, « Uniting against tyranny-as-usual on the Nile », *Daily Star*, 3 mars 2005.

⁷⁹ Saad Eddine Ibrahim, « Is democracy developing on the Nile river? », *Taipei Times*, 7 mars 2005.

wanted in the Muslim Brotherhood for the last three quarters of a century is for the process of transformation and change to take place gradually and peacefully with the greatest degree of calm and ease possible in order to create an appropriate psychological, cultural and intellectual atmosphere. To quote the Quran, "Verily God does not change the condition of a people until they change what is within themselves." (...) Once such conditions are met, what we want for our country and our region will be actualised – a formidable renaissance that will come to light on the basis of grand Islam, a civilisation and culture of all citizens, Muslim and Christian, who have participated for centuries in the creation of previous renaissances in our shared history.⁸⁰ »

El Erian insiste sur le fait que les Frères musulmans ont scrupuleusement respecté la loi égyptienne et il demande que désormais l'opposition, donc son parti, ait davantage de droits en Égypte. De plus, selon sa vision de la réforme politique, il considère que le régime de Moubarak doit revenir sur les restrictions imposées à la formation des partis et des organismes politiques. Il faut que les partis s'accordent sur les règles de la concurrence électorale. Il faut rendre plus transparentes et démocratiques les institutions et il faut désormais entrer dans la nouvelle phase que représente la réforme du gouvernement lui-même, pour que la réforme politique soit concrète et qu'elle ne soit pas uniquement un faux décor, tel que mentionné par l'auteur.

Cette réforme politique, dit-il, doit être concrète et pas seulement un faux décor comme cela a été le cas après l'amendement de l'article 76 de la constitution :

« Egypt is capable of overcoming this stage of anxiety among the many stages of transformation. It is capable of resisting political tyranny, financial and administrative corruption, intellectual backwardness and the moral decay that have caused public life to stagnate over decades past (...) We should have begun with general freedoms and implanted them in society as culture, behaviour, measures and organisation. Then we should have built sound democratic institutions within the framework of a new constitution that would preserve the Arab-Islamic identity of Egypt and the basic values of society. This constitution would provide guarantees for general freedoms, secure a balance between powers, and clearly define the role of the armed forces as a shield to protect the nation from outside aggression. It would safeguard constitutional institutions from collapsing and ensure complete and total independence for the judiciary. Following that would have been transparent regular elections on the basis of firm rules, to make it possible to hold governments accountable and for power to be rotated easily and calmly (...) Such a scenario increases anxiety when rumours are spread that everything taking

⁸⁰Essam El-Erian, « Towards the renaissance », *Al Ahram Weekly*, 1^{er} décembre 2005.

place is merely faux décor or something cooked up in advance so that everything will be under control.⁸¹ »

L'auteur expose les fondations idéologiques de son programme et son souhait de réforme politique à travers trois dimensions : le respect de la société civile, le dialogue entre les divers acteurs politiques en Égypte et la fondation d'un État où le droit règne et où il y a passation du pouvoir, mais il n'offre aucune solution concrète :

« It is essential to respect popular will and bow down to the people's desires and respect its culture and ideas (...) Secondly, we need general national congruity and to build strong bridges of trust between all political groups and all colours of the public spectrum in Egypt on all fronts so that no one is distanced or removed from the arena. There must be continual dialogue, coordination and cooperation, alliances and blocs, and honourable competition set by clear rules to win the trust of the people. Finally, we need to build a state of truth and law, justice and equality, and strong institutions, so that no one, no matter who they are, can tyrannise the people or hold all powers in their hands, embodying unlimited authority that surely leads to unlimited corruption.⁸² »

Bien que l'auteur ait bien expliqué ce qu'il attend de la réforme politique, en particulier en ce qui concerne la confrérie des Frères musulmans en Égypte, il ne donne aucun exemple de politiques que la confrérie pourrait mener.

En troisième lieu, voyons brièvement la vision de l'opposition de gauche à l'égard de la réforme politique en Égypte, à travers le président du parti El Tagammou, Refaat El Saïd. Ce parti a appelé au boycott des élections présidentielles en 2005. Il a expliqué sa stratégie dans une entrevue au quotidien communiste français *L'Humanité*. Pour lui, l'élection n'est qu'une réforme cosmétique du pouvoir pour donner l'illusion d'une démocratisation :

Nous ne voulons pas participer à une comédie qui va se terminer par un drame. Nous ne voulons pas jouer le rôle de figurants, c'est-à-dire d'apparaître un peu alors que l'acteur principal, lui, serait en permanence sur la scène (...) D'autre part, aux législatives vous

⁸¹ Essam El-Erian, « Towards the renaissance », *Al Ahram Weekly*, 1^{er} décembre 2005.

⁸² Essam El-Erian, « Towards the renaissance », *Al Ahram Weekly*, 1^{er} décembre 2005.

vous affrontez à une personne normale, alors qu'à la présidentielle c'est face à un pharaon !⁸³

Saïd refuse de participer à ce qu'il considère comme une mascarade. Il dénonce le discours de la démocratisation employé par le pouvoir et l'amendement à l'article 76 de la constitution égyptienne, car celui-ci n'a rien apporté à une réforme politique concrète, malgré la volonté politique persistante des différents mouvements d'opposition. L'autoritarisme du régime durera toujours : « Il existe un mouvement politique. Ce mouvement a tout de même forcé le régime à changer de mentalité. Le problème n'est pas tant tel ou tel texte, mais bien plutôt une mentalité (...) Tout le monde sera sous la pression de décisions venues d'en haut⁸⁴. »

Enfin, voici la vision de la réforme politique du président égyptien, qui est au pouvoir depuis 24 ans. Dans un article intitulé « Commitments, not promises », publié dans *Al Ahram*, quotidien d'État, le président Hosni Moubarak expose son programme politique dans une entrevue plus que complaisante réalisée par Osama Saraya, le rédacteur en chef du journal. Le président candidat affirme que la réforme politique de l'Égypte est totalement endogène et qu'elle n'est en aucun cas l'émanation des pressions d'une puissance étrangère. Si cette évolution intervient maintenant, c'est seulement parce que le travail réalisé depuis vingt-quatre ans pour adapter les structures économiques et stabiliser le pays porte ses fruits. D'après lui, la réforme électorale pour l'élection présidentielle a ouvert une nouvelle phase vibrante et dynamique dans notre vie politique. Bien sûr, dans la vie politique égyptienne, dit-il, il y a eu des débordements, mais cela était prévu :

« I have believed that political reform must proceed in tandem with economic and social reform. This initiative began to take shape in my mind two years ago with the idea of stimulating a major transformation in our political life. I did anticipate the much-needed spurt of political activity we see today.⁸⁵ »

⁸³ Refaat El Saïd, « Une comédie électorale qui va finir en drame », ce texte est adapté d'une interview, *L'Humanité*, 3 septembre 2005.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Hosni Moubarak, « Commitments, not promises », ce texte est adapté d'une interview, 2005. *Al Ahram*. 1^{er} septembre. (quotidien arabe)

Ainsi, pour le président Moubarak, son programme de réforme comporte des engagements fermes à l'égard du peuple égyptien. Son programme se fonde sur ce qu'ils (le président, le PND et le gouvernement égyptien) ont déjà accompli. Des réformes et de grands succès, mais le public ne les a toujours pas perçus, car affirme-t-il, je n'aime pas me vanter, et beaucoup d'électeurs sont trop jeunes pour se souvenir de la situation en Égypte avant la reprise du Sinaï. Toutefois, les Égyptiens, conclut-il, voient bien les améliorations dans leur vie. Il affirme vouloir poursuivre la démocratisation pour obtenir une plus grande participation de la population égyptienne :

« What all these reforms have in common is that they aim to inject greater vitality into our political life. My programme aims to bolster the constitutional and legislative structures regulating politics. I want the best possible electoral system that will enable a more active representation of political parties and women in parliament. I want to strengthen popular participation in politics and the role of parliament. I want to increase the powers of the cabinet, so that it can undertake some of the tasks of the executive, and I want to introduce more restrictions on the exercise of the powers of the president. It is also essential to strengthen the power and autonomy of the court, and to support local and decentralised administration. All of this represents signposts for the future of political life and the process of democratisation in the forthcoming phase.⁸⁶ »

Bien que le président Moubarak se soit engagé dans une propagande politique avant les élections axées sur son programme de réformes qui contenait plusieurs promesses de changement, cela n'a pas duré longtemps. En fait, dès qu'il est arrivé au pouvoir, au mois de septembre 2005, et après quelques mois seulement, il a prolongé l'état d'urgence pendant deux autres années, et aucun engagement ni promesse électorale n'a vu le jour depuis son élection, en septembre 2005. Pourtant, l'état d'urgence est considéré comme un dossier politique crucial dans le débat politique entre l'opposition et le régime. L'opposition demande constamment l'abolition de l'état d'urgence, qui se prolonge depuis 1981.

Nous constatons que la plupart de ces visions politiques n'abordent pas un aspect important de toute réforme politique, qui est le mécanisme de mise en œuvre d'une réforme politique concrète.

⁸⁶ Hosni Moubarak, « Commitments, not promises », ce texte est adapté d'une interview, *Al Ahram*, 1^{er} septembre 2005. (quotidien arabe)

En effet, la plupart des auteurs recommandent une réforme politique, sans toutefois proposer d'agenda, des pistes de réforme politique urgentes et une dynamique pour s'engager dans des procédures qui aboutiront au processus de démocratisation. Or, tout processus de démocratisation nécessite des pistes concrètes de réforme et des efforts pour régler certaines questions politiques comme l'abolition de l'état d'urgence. On ne pourrait s'occuper de ces questions sans faire de règlements ou en ne proposant que des mesures superficielles. On ne pourra enraciner d'une manière globale, concrète et viable un processus de démocratisation sans de telles mesures.

Malgré toutes ces visions de réformes, les élections présidentielles se sont achevées avec leurs conclusions positives et négatives, et elles laissent place à une nouvelle phase de la vie politique en Égypte. Celle-ci devrait comporter des pistes de réformes précises, dont on parlera au chapitre suivant.

2.4 Identification des pistes d'une réforme politique concrète en Égypte

Dans ce chapitre, nous suggérerons modestement quelques pistes et mesures pour combler le déficit démocratique en Égypte, afin qu'un processus de réforme politique, institutionnelle et constitutionnelle concret s'enracine dans la vie politique égyptienne.

Pour ce faire, nous cherchons une réponse à la question suivante : Quels seront les axes de base et les dimensions de réforme souhaitées pour fonder une nouvelle république en Égypte ayant des valeurs démocratiques ?

Le système démocratique est un système politique où la liberté est la valeur première et essentielle ; il rend possible l'alternance du pouvoir, à travers un pluralisme respectueux du droit à la libre expression de chacun. D'une part, cette démocratie doit s'accompagner d'institutions politiques fortes, notamment d'organes législatifs élus, d'un pouvoir judiciaire indépendant, d'un gouvernement soumis au contrôle parlementaire et à l'opinion publique, et permettre l'émergence de partis politiques indépendants. D'autre part, la démocratie exige de protéger toute forme de liberté d'expression, en particulier celle de la presse, des mass médias et des moyens modernes d'information et de communication. Ainsi, la démocratie

nécessite l'organisation d'élections libres et périodiques, aussi bien au niveau national que local, pour assurer l'alternance du pouvoir, la souveraineté du peuple et la mise en oeuvre de la décentralisation. Elle exige la transparence dans le fonctionnement de la vie publique, la lutte contre la corruption, dans un cadre qui assure la présence d'un gouvernement attentif aux droits de l'homme tels qu'ils sont reconnus par les accords internationaux, notamment les droits de la femme, de l'enfant et des minorités ainsi que la garantie d'un traitement humain des citoyens. La réforme politique comprend toutes les actions menées par le gouvernement et la société civile pour servir le citoyen égyptien, afin de mener sans délai l'Égypte sur le chemin de la démocratie selon une liste de priorités dans l'ordre suivant.

2.4.1 Créer une démocratie représentative

En Égypte, on devrait s'inspirer du modèle de la démocratie représentative, l'enrichir, le soutenir par la participation plus active et mieux informée des citoyens à la décision publique.

Des dispositifs précis, concrets, fortement institutionnalisés doivent pour cela être mis en place. Le peuple doit pouvoir exercer plus souvent sa souveraineté par la voie du référendum (local ou national), s'en emparer même (initiative législative ou demande de référendum abrogatif ouvert à des groupes importants de citoyens). Plus généralement, il s'agit de favoriser, à tous les niveaux de la décision politique, la prise de parole des citoyens, l'interpellation directe et publique du pouvoir politique par ceux-ci, pour les inviter à s'expliquer périodiquement, à rendre des comptes, à prendre des engagements qu'ils devront tenir. Il ne s'agit pas simplement d'abaisser les barrières symboliques et physiques qui éloignent élus et électeurs, mais bien de favoriser entre eux l'émergence d'une authentique communication démocratique. Des structures *ad hoc* plus ouvertes à tous les citoyens, comme les conférences de citoyens avec les députés de leurs régions⁸⁷, montrent bien la voie à suivre entre souplesse et efficacité démocratique et elles obligeront aussi à repenser la question de la citoyenneté.

⁸⁷ Il y a déjà eu plusieurs conférences populaires, mais le nombre était restreint avant les élections présidentielles de 2005.

2.4.2 Instaurer une véritable responsabilité politique

En Égypte, le président de la République a des pouvoirs de gouvernement, mais il est politiquement « irresponsable ». Le président nomme et choisit le gouvernement et ses responsables. Le président n'est pas responsable des actes du gouvernement, alors que le premier ministre et les ministres sont collectivement responsables devant le parlement. Le parlement est majoritairement composé des députés du PND, le parti au pouvoir. Deux des plus importantes composantes du système politique égyptien, l'exécutif et le législatif, sont sous le contrôle et la dominance du PND. Il manque aussi, en Égypte, une véritable organisation et une culture de la responsabilité politique, qui implique que les gouvernants et les élus doivent rendre des comptes sur l'usage qu'ils font ou qu'ils ont fait de la confiance qui leur a été accordée par leurs mandants.

C'est cette culture de la responsabilité politique que l'Égypte devrait favoriser. Il faut alors inventer des mécanismes institutionnels simples et concrets permettant que pouvoir et responsabilités aillent véritablement de pair, car telle est l'une des premières conditions de la démocratie. L'exigence de transparence des choix politiques, la clarification des compétences des gouvernants (qui fait quoi ?), la publicité de l'action publique, la généralisation des comptes-rendus des mandats et des bilans réguliers sur la mise en œuvre des politiques publiques, l'importance de la place accordée aux débats contradictoires et aux dialogues pluralistes préalables à la décision doivent en être les fondations.

2.4.3 Aménager des pouvoirs équilibrés qui se contrôlent

Depuis plusieurs siècles, on sait que la séparation des pouvoirs est une garantie contre les abus de pouvoir et une condition essentielle de la démocratie. Pourtant, le système politique égyptien dans son ensemble ne connaît pas véritablement un régime équilibré de séparation des pouvoirs et il organise, au contraire, la confusion des pouvoirs.

Dans certains cas – nous pensons aux relations entre le législatif et l'exécutif – la séparation fonctionne à sens unique, au profit d'un seul pouvoir : Moubarak. Dans d'autres cas, dans les collectivités territoriales (conseils généraux et régionaux), c'est à la confusion

des pouvoirs qu'on assiste, les assemblées délibérantes étant présidées par les chefs des exécutifs locaux, sans parler de la justice, qui n'est même pas reconnue par la constitution comme un pouvoir autonome, ce dont témoigne notamment le fait que le Conseil supérieur de la magistrature a soumis un projet de réforme qui appelle l'indépendance de la justice et qui n'a jamais été pris en considération depuis 1991, puisque le régime Moubarak refuse cette proposition.

Nous proposons, pour l'Égypte, que les pouvoirs soient séparés de façon équilibrée – comme dans tous les véritables régimes parlementaires –, qu'ils collaborent dans le respect de l'autonomie de chacun, et qu'existent des contre-pouvoirs (l'opposition) disposant de vrais moyens politiques. Cela passe par une réelle distinction des compétences et des fonctions, par des garanties d'indépendance (dans le cas, par exemple, de la justice), par la mise en place de mécanismes d'information et de contrôle croisé (dans les relations entre l'exécutif et le législatif, un véritable statut accordé à l'opposition marginalisée est l'une des solutions, parmi beaucoup d'autres, pour aboutir à cet objectif).

2.4.4 Réhabiliter le rôle des représentants élus de la nation

En Égypte, nos représentants élus ont été dépouillés de leur pouvoir législatif et de contrôle au profit de gouvernants tout-puissants (le PND) qui s'appuient sur une technocratie qui répugne à rendre des comptes. Les élus ne peuvent plus représenter les citoyens égyptiens et leurs demandes.

L'un des enjeux majeurs de l'Égypte est de rétablir la réalité de la représentation politique dans sa grandeur et dans ses servitudes. Il faut des élus qui représentent vraiment, à plein temps, sans autres charges. Ces élus doivent avoir les moyens juridiques, financiers et humains d'accomplir leurs responsabilités. Ils doivent présenter la diversité sociologique et politique de l'Égypte. Cela suppose la fin du cumul des mandats.

Les élections parlementaires doivent reposer sur deux principes importants : l'égalité des citoyens et la diversification du recrutement parlementaire.

Reparlementariser la vie politique ne signifie pas l'abandon de l'exigence de la stabilité gouvernementale, elle est seulement la condition essentielle d'une renaissance démocratique.

2.4.5 Établir une justice indépendante et égale pour tous

« Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée n'a point de Constitution », proclamait la Déclaration des droits de l'homme de 1789 (art. 16). Cette double exigence n'a jamais été remplie en Égypte. L'Égypte s'est bien gardée d'organiser l'indépendance de la justice. Il n'a jamais été question, au cours du régime de Moubarak, de créer un véritable pouvoir judiciaire indépendant du législatif et de l'exécutif. La justice et les juges sont placés sous haute surveillance, ils sont nommés par le premier ministre et surveillés par le ministre de la justice. Celui-ci s'est même opposé à plusieurs reprises à une réforme judiciaire, tel le projet de réforme de l'indépendance judiciaire de 1981. Les juges ont peu de marge de manœuvre, car ils peuvent être destitués par le ministre de la justice.

Du point de vue de la garantie des droits du justiciable, la situation de la justice en Égypte est très préoccupante, en particulier après les événements du 11 mai 2006.⁸⁸ C'est l'institution judiciaire dans son ensemble qu'il faut repenser, afin d'aboutir à une véritable indépendance de la justice, une justice qui est au service des citoyens dont elle doit garantir l'égalité devant la loi ; indépendance de la justice et, en même temps, responsabilité des juges, car le pouvoir de juger doit aller de pair avec la responsabilité de ceux qui jugent. Une justice indépendante et responsable, mais aussi égale pour tous, doit être une justice qui est accessible à tous, qui n'est pas confisquée au profit de certains personnes et cadres du pouvoir.

La politique de la justice n'est pas une politique publique comme les autres : elle met en jeu le fonctionnement général du système politique ; tout citoyen doit s'en saisir, tout élu s'en préoccuper. Elle est au cœur de la réforme politique et de la nouvelle république que souhaitent les réformateurs.

⁸⁸ Voir *Al Wafd*, le 11 mai 2006. (quotidien arabe)

2.4.6 Mettre fin à l'état d'urgence

Le régime d'exception en Égypte est en vigueur depuis l'assassinat du président Sadate, en 1981. Conçue à l'origine pour lutter contre le terrorisme, cette législation restreint les libertés civiles, tout en permettant des arrestations arbitraires. Selon les organisations des droits de l'homme, plus de 10 000 personnes seraient actuellement détenues sans jugement en Égypte⁸⁹. Fortement critiquée par l'ensemble de l'opposition, qui réclame son abrogation, la loi d'urgence a servi, au cours des vingt-cinq dernières années, à étouffer toute forme de contestation politique et sociale. Lors de la campagne pour la présidentielle de septembre dernier, Hosni Moubarak s'était engagé, pour la première fois, à remplacer l'état d'urgence par une nouvelle législation antiterroriste⁹⁰. Encouragés par cette promesse électorale, les opposants ont réclamé son abrogation. Mais le Parlement a reconduit, le 30 avril 2006, pendant deux années supplémentaires, la loi d'urgence, au nom de la lutte contre le terrorisme⁹¹.

En effet, déclare le premier ministre Nazif, « le président Moubarak veut la stabilité pour le peuple égyptien et cela ne sera possible que lorsque la sécurité sera totale dans le pays, ce qui nécessite la prorogation de l'état d'urgence jusqu'à l'adoption d'une loi antiterroriste⁹². »

Ainsi, il faut mettre terme à l'état d'urgence qui ligote toutes les libertés fondamentales, car cet état d'urgence contrarie le processus de la démocratisation en Égypte. En ce sens, il empêche l'émergence d'une véritable opposition et d'un projet politique alternatif.

⁸⁹ Voir *Al Wafd*, le 1^{er} mai 2006. (quotidien arabe).

⁹⁰ Voir *Al Ahram*, le 1^{er} mai 2006. (quotidien arabe)

⁹¹ Ibid.

⁹² Voir *Al Ahram*, le 2 mai 2006.

CONCLUSION

En 2006, le président Moubarak a déçu encore une fois les réformateurs et l'opposition politique en prorogeant l'état d'urgence pendant deux autres années et à cause de la médiocrité des réformes promises, ignorant les véritables aspirations de tous ceux qui prônent la réforme et proposant une participation accrue de la composante globale du peuple égyptien.

Depuis 2005, le pluralisme a été adopté à cause de la décision de l'amendement à l'article 76 ; cette loi taillée sur mesure a été adoptée pour entériner une véritable réforme. Cette opération a dès lors été justifiée ; elle était censée constituer une vraie réforme politique et laisser le temps de mettre en place un environnement permettant une réelle compétition entre le parti au pouvoir et ses adversaires politiques. Mais cela ne s'est pas produit. Des solutions plus simples peuvent être proposées, par exemple, pendant une période donnée, pourquoi ne pas décréter une règle interdisant à tout parti politique d'avoir plus du tiers des sièges au parlement, comme procédure intermédiaire pour limiter le monopole de la vie politique ?

Ce projet d'amendement constitutionnel va à contre-courant de l'évolution politique en Égypte. Il discrédite encore plus les urnes, dès lors que l'élection présidentielle est circonscrite à un parlement d'où ont été évincés les représentants des courants de gauche, les islamistes et les nationalistes, qui n'acceptent pas d'entrer dans le moule de l'opposition soumise au régime. Face aux dérives du régime égyptien, avant les prochaines échéances électorales de 2011, il importe de réfléchir aux moyens et aux méthodes pour contrer les multiples atteintes aux droits les plus élémentaires du citoyen égyptien dans sa diversité politique.

Pourquoi l'opposition n'arrive-t-elle pas à se faire entendre ? Parmi toutes les critiques faites à l'opposition toutes tendances confondues, on en retrouve deux qui sont plus importantes

que les autres : le reproche du comportement des responsables des partis politiques entre eux ; l'absence des programmes du gouvernement. Les Égyptiens ont besoin de s'exprimer, de dépasser la peur de la police qui les encadre et de contrôler leurs actions politiques.

Le citoyen a besoin de reprendre confiance en lui, pour dire ce qu'il pense de la chose publique sans crainte ni pression. Les Égyptiens ne se trouvent pas dans l'opposition officielle pour défendre leurs intérêts. Plusieurs sujets ont été abordés et ont fait l'objet d'interventions intéressantes, portant notamment sur les moyens à mettre en œuvre pour bâtir l'avenir en Égypte.

Où est le paradoxe dans la situation politique en Égypte ? Il semble qu'il repose sur le mensonge. La pratique de la communication du régime égyptien est basée sur le prêche du faux, du mensonge, de la falsification des réalités sociales et de l'état des libertés individuelles, sur le camouflage de la pratique systématique de la torture et d'une description transparente de l'état de l'économie, et sur une volonté claire de passer le message de l'écrasante présence du PND à tous les niveaux de la société, avec des scores électoraux de 88 %. Rien de paradoxal dans ce comportement, mais uniquement une volonté réfléchie et planifiée d'affirmer un double objectif :

1. Projeter la belle image d'une Égypte qui contrôle sa situation politique ;
2. Maintenir une politique basée sur la peur, la terreur et la confiscation des aspirations de la population.

Face à cette politique, on aurait pu s'attendre à voir une opposition virulente, forte et surtout proche du peuple. Il n'en est rien arrivé, et c'est là où se situe le paradoxe de l'Égypte. Face à une dictature organisée, terrifiante, opprimante, censurant tout, on aurait pu imaginer l'émergence d'une solidarité au sein même du peuple. Or le peuple est terrifié à un point où il est devenu paralysé. Le paradoxe de l'opposition est qu'elle n'a aucune organisation, aucun objectif, aucune stratégie ni aucune clairvoyance. Ce qui est le plus grave est le fait qu'aucune discussion ou dialogue ne s'est instauré avec la population. Les différents débats ou échanges se font, en général, entre les citoyens, dans la méfiance et la peur de payer le prix fort que les islamistes continuent à payer. Aujourd'hui, la résistance passe son temps à attendre que quelqu'un agisse ou prenne l'initiative de faire quelque chose, pour que tous les

autres l'assaillent avec des critiques acerbes, dures et parfois destructrices. On voit mal comment, dans ces conditions, un changement profond et réel peut se réaliser en Égypte. N'oublions pas que l'opposition doit établir un véritable dialogue constructif avec la population plutôt que de s'en méfier.

Discuter de la légalisation d'un parti est une critique nécessaire, mais qui ne doit pas se transformer en une décision qu'on impose à la population. Discuter de l'islamisme peut servir à moderniser ses mouvements, mais ne doit en aucun cas se substituer au choix de la population. Discuter des actions et des façons de faire de la résistance doit constituer un moyen d'élaborer un programme politique, et non des ordres au peuple pour qu'il adapte son comportement.

Les politiciens ne doivent pas passer leur temps à discuter de ce qui est préférable pour le peuple ou à prendre des décisions à sa place, mais ils doivent plutôt exposer leur point de vue directement au peuple, d'abord pour qu'il le connaisse, ensuite pour qu'il accorde la légitimité à leurs mouvements. On oublie parfois l'objectif de chaque mouvement. On oublie parfois l'essentiel. On se borne à critiquer tous ceux qui ne partagent pas son avis, des fois même au sein du même parti⁹³. Et, comme la résistance que représente l'opposition est multiple et le régime du PND unique, le résultat est connu à l'avance, tout comme le résultat des élections en Égypte depuis que ce parti a pris le monopole du pouvoir.

Il faut distinguer, en Égypte, entre ceux qui veulent rendre au citoyen sa fierté d'appartenir à une civilisation qui les honore, qui a pu guider le monde vers la civilisation à un certain moment, cette civilisation de dialogue avec l'autre sans complexe, et ceux qui veulent imposer à la population leurs idées ; ceux qui veulent servir le peuple dans le respect de ses racines, de ses traditions et de sa culture, qui veulent ancrer le pays dans sa civilisation, et ceux qui veulent détruire toute réforme possible. Il faut mettre l'être humain au centre de toute politique, qui doit être au service du citoyen, dans le respect de ses particularités, dans le respect du droit des minorités à s'exprimer.

⁹³ Les événements du Parti Wafd et l'exclusion du chef du Parti Noamane Gomaa après les élections présidentielles de 2005.

Nous précisons qu'il existe encore énormément de chantiers à ouvrir, que l'avenir est à construire, que de nouvelles formes de revendications sont à imaginer, qu'il existe énormément de personnes qui peuvent agir en dehors des cercles habituels, et que si l'opposition ne le fait pas, on peut croire que la rue le fera.

Voici quelques propositions prioritaires :

1. Créer une démocratie de participation. Il s'agit de remplacer le modèle de pratique de la vie politique représentative actuelle en l'enrichissant par la participation plus active et mieux informée des citoyens ;
2. Faire une large place à la concertation de proximité, pour concevoir un nouveau mode d'action publique en instaurant une véritable responsabilité politique ;
3. Limiter les pouvoirs du président de la République à travers l'amendement de la constitution égyptienne ; le premier ministre et les ministres devront être collectivement responsables devant le parlement ;
4. Le parlement doit pouvoir créer des commissions d'enquête sur les activités des gouverneurs et des députés ;
5. Aménager des pouvoirs équilibrés qui se contrôlent. La séparation des pouvoirs est une condition essentielle de la démocratie ;
6. La justice doit être reconnue par la constitution comme un pouvoir autonome. Il faut que les pouvoirs soient séparés de façon équilibrée comme dans tous les véritables régimes parlementaires, qu'ils collaborent dans le respect de l'autonomie de chacun, et qu'existent des contre-pouvoirs disposant de vrais moyens ;
7. Accorder un véritable statut à l'opposition est l'une des solutions pour susciter la confiance de la population, qui ne se mérite que par la persévérance aux côtés des couches populaires les plus défavorisées ;
8. Abolir l'état d'urgence pour que la parole soit donnée aux citoyens, afin qu'ils s'expriment sur tous les sujets politiques, économiques et sociaux, sans qu'ils aient peur pour leur vie, leur famille ou leur biens ;
9. Que tous les représentants des partis d'opposition qui acceptent le changement par la voie démocratique dans toute sa pluralité soient invités à débattre dans les médias, dans le respect de la morale et sans aucune censure de la part du gouvernement ;

10. Enfin, il faut instituer un véritable front pour défendre la République et la démocratie, la République des citoyens, celle du peuple et ses représentants.

En somme, la lecture de la situation actuelle sur la scène politique démontre que nous nous trouvons dans une période de transition ayant apparemment pour objectif une réforme politique en profondeur, mais par étapes. Dans ce contexte, l'ouverture enregistrée depuis l'amendement à l'article 76 de la constitution devrait être suivie par d'autres pas indispensables pour atteindre l'objectif d'assainissement du climat politique. À un autre niveau, cette période devrait voir l'émergence d'un nouveau dynamisme sur la scène des partis politiques. Ceux-ci devront s'appuyer sur des bases populaires réunies autour de programmes valables qui pourraient représenter la base d'une « alternance » pacifique et démocratique du pouvoir. Ce dynamisme pourrait prendre la forme de la renaissance des partis déjà présents ou, ce qui est encore plus vraisemblable, de l'émergence d'un nouveau pôle politique prêt à assumer les responsabilités dans un cadre tant légal que compétitif. Si l'abrogation de l'état d'urgence représente une condition *sine qua non* pour une véritable réforme, force est de constater qu'à elle seule, cette décision ne pourrait pas donner les résultats escomptés. En réalité, il s'agit d'une entreprise patriotique à laquelle devraient participer toutes les forces de la nation avec responsabilité et objectivité. Il y va tout d'abord de l'avenir du pays et du bien-être de ses composantes, et ensuite de son influence sur la scène régionale et internationale. Dans ce contexte, nous pensons à un pacte de transition politique qui se concrétisera à travers ces étapes fondamentales : l'unité de l'opposition pour un seul objectif : avancer dans un processus démocratique.

Il faudrait la reconnaissance de toutes les organisations populaires et syndicales ainsi que celle de la confrérie des Frères musulmans, l'abolition des privilèges du parti au pouvoir, dont le chef de l'État a le monopole des décisions, la libération de tous les prisonniers politiques d'opinion et accepter une plus grande marge de liberté d'expression dans la presse, les mass media et les conférences publiques, l'établissement d'un dialogue constructif entre les différentes composantes du système politique égyptien et rassembler tous ceux et celles qui refusent la violence comme moyen de changement de la société autour d'un projet de réconciliation pour l'Égypte du XX^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Sources :

Alexandria Declaration, March 2004, Final declaration of "Arab Reform Issues: Vision and Implementation", 12-14 mars 2004, Bibliotheca Alexandrina, Egypt.

Annual report of the national council for human rights 2004/2005, The national council for human rights, Dar el kotob we el wathaek el kawmeia, ISBN:11765/2005.

Arab Human development report 2004, towards freedom in the Arab World, United Nations development programme, arab fund for economic and social development, arab gulf programme for united development organizations, National Press, Amman, Jordan. ISBN: 92/1/126165/1

Egypt Human development report 2004, choosing decentralization for good governance, United nations development programme, and the institute of national planning, Egypt, Al Ahram commercial press-Kalyoub-Egypt. ISBN:477/5023/04/1.

Opening speech by President Hosni Mubarak to The Arab Reform Conference in Alexandria, Egypt on 12 mars 2004.

Ouvrages spécialisés :

Al Said, Dr. Refaat. *La démocratie et le pluralisme, étude sur la distance entre la théorie et l'application*, La bibliothèque de la famille, Égypte. ISBN 977-01-9676-2.

Ghazlan, Dr. Mahmoud. *Oui, L'Islam est la solution*, Dar el Wafaa wa el nashr, Égypte. ISBN 977-15-0535-1.

L'Avenir de l'opposition dans les démocraties. Traduction de : Political oppositions in Western democracies. 1966. Traduit de l'américain par Maurice Luciani. Paris : S.I.D.I.I.S. Firmin-Didot et Cie.

La confrérie des Frères musulmans, Le programme parlementaire 2005. Dar el Wafaa wa el Nashr, Égypte.

Mohamed Mahdi Akef. *Le projet politique de la confrérie des Frères musulmans pour les principes de la réforme en Égypte*, Dar el Manara, Egypte. 1^{re} édition 2004. ISBN 977-265-513-6.

Political Liberalization and Democratization in the Arab World: Theoretical Perspectives, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1995.

Sawi, Ali. *Parliamentary reform*, Faculty of Economics and political science- Cairo University, 2003.

2004 year of reformation initiatives in the Middle East, Ibn Khaldun Center for Development Studies (ICDS), 2004/17579.

Articles :

« Egypt, Reading between the "Red Lines", The Repression of Academic Freedom in Egyptian Universities », *Human Right Watch*, juin 2005, vol. 17, n° 6 (E) <http://hrw.org/reports/2005/egypt0605/index.htm>

A. Cook, Stephen. Interview "Cook: U.S. and internal pressures producing First multi-candidate presidential election in Egypt". Council on foreign relations. 31 août 2005.

Abaza, Khairi. « Political Islam and Regime Survival in Egypt ». *Policy Focus* n° 51, The Washington Institute for Near East Policies, février 2006.

Abd El Fattah, Nabil. « Pourquoi les frères musulmans ont réussi les élections parlementaires ? ». *Democracy Review*, Al Ahram, janvier 2006.

Al Ghazali Harb, Ossama. « Reform from within », *The international politics Journal (Al siyassa al-dawliya)*, Egypt: Al-Ahram, vol. 156, avril 2004.

Al-Sayyid, Mustapha Kamel. « The Concept of Civil Society and the Arab World », in Brynen, Korany, and Noble, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World: Theoretical Perspectives*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1995.

Burns, William J. « Democratic Change and American Policy in the Middle East ». Remarks to the Center for the Study of Islam and Democracy, Fourth Annual Conference, Washington, D.C., 16 mai 2003.

Bush, Laura. « Mrs. Bush's Remarks to the Press in Egypt ». *News and policy*. Giza Plateau, Egypt, 23 mai 2005.

Cofman Wittes, Tamara. « Hosni Mubarak: Elections Or No, He's Still Pharaoh ». *Slate*, 3 mars 2005.

Cofman Wittes, Tamara. « The 2005 Egyptian elections: How free? How important? » Saban Center Middle East Memo, n° 8, 24 août 2005.

- Conference on priorities and mechanisms of reform in the Arab world, Cairo, 5-7 juillet 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun Center for Development Studies, Cairo, Egypt.
- Declaration of Popular campaign for change, *2004 year of reformation initiatives in the Middle East*, Ibn Khaldun Center for Development Studies (ICDS), 2004/17579.
- Doha declaration for democracy and Reform, Doha, 3-4 juin 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun Center for Development Studies, Cairo, Egypt.
- Dreyfuss, Robert. « Bush's Deadly Dance with Islamic Theocrats ». The Nation Institute (États-Unis), 7 décembre 2005.
- Dunne, Michel. « Egypt's presidential election: implications and challenges for the United States ». *Democracy Review*, n° 20, Al Ahram, octobre 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « The crisis of Arab Regimes, 2004 year of reformation initiatives in the Middle East ». *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun center for development studies. Cairo, Egypt. 6 octobre, 2004.
- Hamzawy, Amr. « Challenges and Prospects of Political Liberalization in Egypt ». *House Committee on International Relations*, Hearing "Redefining Boundaries: Political Liberalization in the Arab World", avril 21 2005.
- Hamzawy, Amr. « Opposition in Egypt, performance in the presidential election and prospects for the parliamentary elections », *Policy Outlook*, Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2005.
- Hamzawy, Amr. « The Continued Cost of Political Stagnation in Egypt ». *Policy Outlook*, Carnegie Endowment for International Peace, février 2005.
- Hirst, David. « Un capitalisme à l'indonésienne, l'Égypte aux pieds d'argile ». *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.
- Ismail, Salwa. « State-society relations in Egypt: restructuring the political ». *Arab Studies Quarterly (ASQ)*, été 1995.
- J. Brown, Nathan. « Problems of election administration in Egypt ». *Democracy Review*, n° 20, Al Ahram, octobre 2005.
- Korany, Bahgat. « Restricted Democratization from Above: Egypt », in Brynen, Korany, and Noble, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World: Theoretical Perspectives*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1995.

- L. Powell, Colin. Intervention by Secretary of State Colin L. Powell at the opening plenary of the forum for the future (BMENA), Ministry of Foreign Affairs, Rabat, Morocco, 10 décembre 2004.
- Muslim brothers initiative in Cairo, 3 mars 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun Center for Development Studies, Cairo, Egypt.
- Muslim Brothers initiative, Cairo 13 janvier 2004, *2004 year of reformation initiatives in the Middle East*, Ibn Khaldun center for development studies (ICDS), 2004/17579.
- Mustafa, Dr. Hala. « After a taste of democracy, challenges remain », *Democracy Review*, n° 20, Al Ahram, octobre 2005.
- Mustapha, Dr. Hala. « La parole, la liberté et la responsabilité », *Democracy Review*, Al Ahram, janvier 2006.
- N. Haas. Richard. « Towards Greater Democracy in the Muslim World ». Remarks to the Council on Foreign Relations », Washington, D.C., 4 décembre 2002.
- President George W. Bush. « Remarks by President George W. Bush at the 20th Anniversary of the National Endowment for Democracy ». *News and policy*. United States Chamber of Commerce, Washington, D.C., 6 novembre 2003.
- Reforming Egypt: In search of a strategy. 2005. Middle East/North Africa report n° 46. *International crisis group*. Cairo/Brussels, 4 octobre 2005.
- Saïd, Rifaat. « Une comédie électorale qui va finir en drame ». *L'Humanité*, 3 septembre 2005.
- Sawyer, Julie. « How to interpret Egypt's presidential election? ». *Democracy Review*, n° 20, Al Ahram, octobre 2005.
- Second independence, towards an Initiative for political reform in the arab world, the recommendations of the first civil forum parallel to the arab summit. Beirut, 19-22 mars 2004. *2004 Year of reformation initiatives in the Middle East. Documentary Booklet*. Ibn Khaldun center for development studies, Cairo, Egypt.
- Shefa, A. « Towards the September 7 Presidential Elections in Egypt: Public Debate over the Change in the Electoral System », *Inquiry and Analysis*, Series - n° 237, The Middle East Media Research Institute, 2 septembre 2005.
- Shefa, A. « Egyptian Press Reactions to Change in Egypt's Presidential Electoral System ». *Inquiry and Analysis*, Series - n° 217, The Middle East Media Research Institute, 5 avril 2005.
- Sobelman, Daniel. « Gamal Mubarak, President of Egypt? ». *Middle East Quarterly*, printemps 2001, p. 31-40.

Stache, Joshua A. « Rhetorical Acrobatics and Reputations: Egypt's National Council for Human Rights ». *Middle East Report* 235, été 2005.

The three hundred Egyptian intellectuals declaration, *2004 year of reformation initiatives in the Middle East*, Ibn Khaldun Center for Development Studies (ICDS), 2004/17579.

Articles de journaux :

« Destin du PND, du néo-Wafd, et des Frères ». Dossier, Rose Al-Youssef, 18 novembre 2005, n° 4040. (revue arabe)

Abd Al Aziz, Essam. « Le scandale de l'opposition et des freres musulmans ». *Rose Al-Youssef*, n° 4040, 18 novembre 2005. (revue arabe).

Abdel-Azim, Chérine. « Le new look des Frères ». *Al Ahram Hebdo*, 6 novembre 2005.

Abdel-Latif, Omayma. « The Politics of Exclusion ». *Al-Ahram Weekly*, 5/11/ 2003.

Abu Taleb, Hassan. « A peaceful coup ». *Al-Ahram Weekly*, n° 732, 3-9 mars 2005.

Abul-Fotouh, Abdel-Moneim. « One God, one nation ». *Al Ahram weekly*, n° 773.

Ahmed Salama, Salama. « Ils n'apprendront jamais ». *Al Ahram*, 12 mai 2005. (quotidien arabe).

Al Anani, Khalil. « Assez, un phénomène social ». Publié sur le site Internet du Mouvement égyptien pour le changement, copié du journal *El kods el araby*, 17 mai 2005. (quotidien arabe).

Al Rachid, Abd El Rahmen. « Les élections en Égypte, prenez-les au sérieux ». *Alsharqalawsat*, 06-09-2005. (quotidien arabe).

Albert, Cherif. « La stratégie supra-électorale du front de l'opposition ». *Al Ahram Hebdo*, 6 novembre, 2005.

Al-Qaïd, Youssef. « L'Égypte de maintenant ». *Al-Osboue*, n° 450. (quotidien arabe).

Al-Tarabili, Abbass. « Soucis égyptiens ». *Al Wafd*, 9 septembre 2005. (quotidien arabe).

Atallah, Morsi. « La crise de la démocratie et la responsabilité de l'élite politique ». *Al Ahram*, 12 mai 2005. (quotidien arabe).

Bahgat, Hossam. « Match your words with action ». *The Guardian*, 7 septembre 2005.

- Bahgat, Hossam. « Mubarak has forgotten a word : 'Torture' », *Daily Star*, 6 septembre 2005.
- Boms, Nir et Michael Meunier « Reforms, freedom in Egypt ». *Washington Times*, 4 novembre 2004.
- Boms, Nir. « Egypt's Empty Promise », *New York Post*, 19 novembre 2005.
- Brown, Nathan et Amr Hamzawy. « Take advantage of the brotherhood's gains ». *Daily Star*, 9 décembre 2005.
- Burns, William J. « Le Changement démocratique et la politique américaine au Proche-Orient ». *Al-Hayat*, 20 juin 2003. (quotidien arabe).
- Cook, Steven A.. « A Foot in the Door for Egyptian Democracy ». *Foreign Policy*, Carnegie Endowment for International Peace, 8 septembre 2005.
- Diehl, Jackson. « Mubarak Outdoes Himself ». *Washington Post*, 5 décembre 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « Saving Egypt from Mubarak ». *Los Angeles Times*, 10 décembre 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « Christian oppressed ». *Wall Street Journal*, 18 novembre 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « Mubarak the Pharaoh ». *Wall Street Journal*, 15 juillet 2004.
- Eddine Ibrahim, Saad. « Uniting against tyranny-as-usual on the Nile ». *Daily Star*, 3 mars 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « Freedom on the limp ». *Jerusalem Post*, 6 septembre 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « The odds are stacked unevenly in Egypt's upcoming poll ». *Taipei Times*, 5 septembre 2005.
- Eddine Ibrahim, Saad. « Une élection présidentielle « libre » et sans suspense », *Le Figaro*, 7 septembre 2005.
- Eissa, Ibrahim. « L'enterrement de la démocratie en Égypte ». *Sawt Al-Oumma*, n° 259, 14 novembre 2005. (quotidien arabe).
- El Agnani, Khalil. « Assez, un phénomène social ». *El kods el araby*, 17/05/2005. (quotidien arabe).
- El Erian, Essam. « Towards the renaissance ». *Al Ahram*, 1^{er} décembre 2005. (quotidien arabe).

- El Ghamry, Atef. « Après l'amendement de l'article 76 ». *Al Ahram*, 1^{er} juin 2005. (quotidien arabe).
- El Keshkey, Gamal. « Est-ce que les nouveaux mouvements politiques sont le substitut des partis politiques ? » *Al Ahram*, 8 juin 2005. (quotidien arabe).
- El Saïd, Refaat. « Une comédie électorale qui va finir en drame ». Ce texte est adapté d'une interview. *L'Humanité*, 3 septembre 2005.
- El Sayed Said, Mohamed. « La réforme et les élections ». *Al Ahram*, 2 mai 2005. (quotidien arabe).
- El-Choubaki, Amr. « After 76, maybe 77 ». *Al-Ahram Weekly*, n° 732, 3-9 mars 2005.
- El-Erian. Essam. « Towards the renaissance ». *Al Ahram Weekly*, 1^{er} décembre 2005.
- Elewa, Sayed. « La deuxième étape: la réforme des partis ». *Al Ahram*, 18 juin 2005. (quotidien arabe).
- El-Hennawy, Noha. « Field Day ». *Egypt Today*, vol. 26, n° 11, novembre 2005.
- El-Nahhas, Mona. « Attacked from all sides ». *Al Ahram Weekly*, n° 766, 27 octobre-2 novembre 2005.
- El-Shatir, Khairat. « No need to be afraid of us ». *The Guardian* (Royaume-Uni), 23 novembre 2005.
- Essam El-Din, Gamal. « Dealing with the National Dialogue ». *Al-Ahram Weekly*, 30/10/2003.
- Essam El-Din, Gamal. « New Posture for NDP ». *Al-Ahram Weekly*, 3-9 avril 2003.
- Essam El-Din, Gamal. « Reform and reformulating ». *Al Ahram Weekly*, n° 678, 19-24 février 2004.
- Fathi, Ahmed. « Les États-Unis surveillent les élections égyptiennes par le biais des associations locales », 29 août 2005.
- Gomaa, Noaman. « Non l'amendement de l'article 76 ». *Al-Wafd*, 30 mai 2005. (quotidien arabe)
- Guibal, Claude. « Le faux printemps égyptien ». *Libération*, 7 octobre 2005.
- Gylan Hamza. « L'esprit de la réforme ». *Al Ahram*, 7 mai 2005. (quotidien arabe).

- Habib, Mohamed. « On ne veut pas mettre en relief nos différends ». *Al Ahram Hebdo*, n° 5656, juillet 2005.
- Habib, Mohamed. Le dossier « On ne veut pas mettre en relief nos différends ». Propos recueillis par Aliaa Al-Korachi. *Al Ahram Hebdo*, n° 565, mercredi 6 juillet 2005.
- Halawi, Jailan. « Brotherhood weighs campaign options ». *Al Ahram Weekly*, n° 756, 18-24 août 2005.
- Hamouda, Adel. « La corruption est la solution ! ». *Al Fagr*, n° 25, novembre 2005. (quotidien arabe)
- Hamzawy, Amr. « The problem is getting there ». *Al Ahram Weekly*, 14 avril 2005.
- Hamzawy, Amr. « The tortuous path of arab democracy ». *Daily Star*, 2 avril 2005.
- Heggy, Tarek. « Brotherhood with ambitions ». *Washington Times*, 3 juin 2005.
- Hennion, Cécile. « Égypte : une vraie démocratie ? », L'intégralité du débat avec Cécile Hennion, envoyée spéciale du *Monde* en Égypte, mardi 6 septembre 2005.
- Howeidy, Amira, « This the season ». *Al-Ahram Weekly*, 24-30 juillet 2003.
<http://www.Egyvote.20at.com/>
<http://www.opendemocracy.net/home/index.jsp>
<http://www.wpherald.com/storyview.php?StoryID=20050520-095529-4699r>.
- Ignatius, David. « No 'Turning Back' in Egypt ». *Washington Post*, mercredi 21 septembre 2005, p. A23.
- Kessler, Glenn. « Rice Drops Plans for Visit to Egypt ». *Washington Post*, 26 février 2005, p. A14.
- Khalil Al-Anany. « Egypt's democratization: reality or mirage? ». 10 mai 2005.
- Khoury, Rami. « Egyptian politics awaken from their half-century slumber ». *Daily Star*, 18 juin 2005.
- Mansour, Ahmed. « Le chaos en Égypte ». *Al-Osboue*, n° 450. (quotidien arabe)
- McMillan-Scott, Edward. « Les électeurs ne font pas confiance aux listes ni au système lui-même ». Ppropos recueillis par Samar Al-Gamal. *Al Ahram Hebdo*, n° 584, mercredi 16 novembre 2005,
- Mohamad, Abdel-Ati. « Espace au dialogue ». *Al-Ahram Al-Arabi*, n° 433, Égypte. (quotidien arabe)

Moubarak, Hosni. « Commitments, not promises ». *Al Ahram*, 1^{er} septembre 2005. (quotidien arabe)

Moukahal, Ghassan. « Reform fever ». *Al-Ahram Weekly*, n° 732, 3-9 mars 2005.

Nafie, Ibrahim. « Le processus de reforme continue et les intrusions de petits ». *Al Ahram*, 6 mai 2005. (quotidien arabe)

Nafie, Ibrahim. « Turning point in reform », *Al-Ahram Weekly*, n° 732, 3-9 mars 2005.

Nicola, Stefan. « Sharansky: Egypt on cusp of reform », United Press International, 20 mai 2005.

Omar, Nabil. « Qui réforme ? ». *Al Ahram*, 7 juin 2005. (quotidien arabe)

Ouwais, Ibrahim M. « An Internal Initiative in Egypt ». *Al-Hayat*, 22/03/2004. (quotidien arabe)

Qandil, Abd El-Halim. Chronique, *Al-Arabi*, 7 septembre 2003. (quotidien arabe)

Saif Ad-Dawla, Aida. « Wir wollen Mubarak ablösen ». *JungeWelt*, 2 août 2005.

Salmawy, Mohamed. « Qui mène le dialogue? ». *Al-Ahram Hebdo*, n° 567, 20 juillet 2005.

Sayed Ahmed, Mohamed. « Questions à Condoleezza Rice ». *Al Ahram*, 23 juin 2005. (quotidien arabe)

Williams, Daniel. « Egyptian Opposition Group Changes Course, Muslim Brotherhood now Pushing for Reform ». *Washington Post Foreign Service*, dimanche 5 juin 2005, p. A25.

Zeliger, Robert. « The Brotherhood returns ». *The New York Press*, 7 décembre 2005.

Zenati, Hassen. « Politics is a family affair in Arab world ». *Middle East online*, 8 août 2005.

Divers :

<http://www.us.sis.gov.eg/egyptinf/politics/html/polfrm.htm>

<http://hrw.org/reports/2005/egypt0605/index.htm>

<http://www.Harakamasria.org>

<http://www.al-araby.com>

<http://www.ahram.org.eg>

<http://www.alwafd.org/front/index.php>

<http://www.elosboa.com>

<http://www.almasry-alyoum.com>

<http://www.rosaonline.net/alphadb/index.asp>
<http://www.afaqarabia.com>
<http://www.islamonline.org/english/index.shtml>
<http://www.Egyvote.20at.com>
<http://www.imbh.net>